

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
JEUDI 29 MAI 1969
N° 413 — 1,50 F



Sommaire

Politique intérieure

4. A reculons, vers la démocratie avancée.
Jean-Marie Vincent.
5. T.S. et Lutte ouvrière dialoguent.

Luttes sociales

6. Après la grève du « Figaro ».
Remy Grillault

Luttes ouvrières

- 7-8. Décentralisation capitaliste.
Jacques Arnold

Election présidentielle

9. Les derniers meetings du Parti.

Luttes internationales

- 10-11. Le retour de Juan Bosch ?
André Laude
13. Moyen-Orient : Les faits et les mythes.
Henry Rosengart

Tchécoslovaquie

14. Vers un néo-stalinisme à visage humain.
Michèle Descolonnes

Allemagne :

- 15-16. Les syndicats entre l'intégration et l'opposition.
Hans Dossman

Luttes universitaires

12. L'agonie d'une tradition.
André Bielany

Vie culturelle

17. Musique russe au Théâtre de la Ville.
Berard Sizaire
18. Théâtre universitaire et théâtre politique
Dominique Nores
19. Cinéma : Z, suite.
Jean-Luc Pouillaude
- Cati, un film comme les autres.
Jean-Paul Fargier

Actuelles

Un petit jet d'eau

Il avait été dit qu'Alain Poirer avait pris conscience du recul enregistré dans l'opinion par le silence obstiné qu'il maintenait sur toutes les perspectives politiques que sa candidature ouvrait. Fin tacticien, disait-on. Aussi habile que ferme. Mais expert, mais réfléchi. Un homme d'Etat nouveau, comme la bourgeoisie française n'en a pas connu depuis longtemps, apparaissait.

Dans d'autres milieux, on susurrerait, qu'il est admirablement conseillé des experts en propagande et publicité. Bref on installait une image qui serait ensuite durcie. Alors paraîtrait la stature, la décision, l'ampleur du président intérimaire, déjà en fait installé pour un nouveau septennat.

Bref, les douze points du programme, allaient saisir la France de respect et de confiance.

On a vu et entendu. Un petit ruisseau de niaiseries, de lieux communs et de généralités, où chacun pourrait trouver son compte, si chacune des dispositions annoncées, ou

plus exactement des « orientations » correspondait à quelque chose. Des affirmations, dit-il aimablement, de tendances.

On ne peut s'arrêter longtemps sur un texte aussi délibérément vague. Recueil d'intentions, sans point d'appui. Catalogue d'affirmations, qui tendent à flatter et rassurer toutes les clientèles possibles. Sans trop se lier. Dans la vieille manière démocrate chrétienne ou radicale.

On retiendra cependant que sur deux points décisifs, l'Europe et le Pacte Atlantique, les affirmations sont beaucoup plus précises. C'est qu'ici la marge de jeu est plus étroite. En vérité elle n'existe pas.

Ainsi se dissipe une image et apparaît le vrai dessin. La fraction de la bourgeoisie française, intimement liée au capitalisme américain, n'avait jamais renoncé au retour au bercail. Elle vient de trouver l'homme qui risque de faire passer ce retour. En toute bonhomie. Mais pas suffisante, pour que les travailleurs de ce pays ne devinent l'astuce. □

De l'aveu du candidat

Quand on dit qu'une campagne électorale est le lieu privilégié des grandes confrontations, des confidences que les grands de ce monde accordent aux masses, on ne se trompe guère.

Ainsi les pompidogauillistes, dans leur marche vers le peuple, font un aimable éloge sous forme de biographie de leur nouveau maître, écrivent dans un document photographique

digne des albums de la Pléiade :

« Après son baccalauréat — latin, grec, philosophie — il est conduit tout naturellement par l'ambiance familiale à préparer à Toulouse puis à Louis-le-Grand l'Ecole Normale Supérieure ».

Aveu discret et touchant, renfort inattendu à notre argumentation contre une universalité d'« héritiers ».

Les flics à la Cité

• Cité universitaire : 6.000 résidents, 900 travailleurs, 50% des résidents sont étrangers.

Maisons fermées pour raisons politiques depuis mai 68. Il faut en général être d'accord avec son gouvernement pour pouvoir y entrer. Le directeur de la Cité est au service du ministre de l'Intérieur, des ambassades étrangères.

• Samedi 24 mai, les résidents espagnols, dispersés dans les diverses maisons par la fermeture de leur pavillon, avaient décidé d'occuper symboliquement celui-ci pour : — dénoncer la répression redoublée qui sévit actuellement en Espagne, où l'état d'exception n'a pas été levé en fait.

— Briser le silence complice de la presse française et internationale sur les luttes populaires menées contre la dictature fasciste de Franco.

— Exiger la réouverture immédiate du pavillon espagnol.

• Au programme, étaient prévus : une conférence de presse, un meeting explicatif, un spectacle réalisé à partir de la pièce de Gatti, interdite par le gouvernement français, il y a plusieurs mois.

Arrestation de nos camarades étrangers !

Les flics interviennent une première fois à 9 h 30, ils n'arrivent à arrêter personne.

A 13 h 30, meeting, on a décidé à 400 la réoccupation.

A 17 h 30, 7 cars de brigades spéciales entrent dans la Cité : une trentaine de camarades français et étrangers (dont de jeunes ouvriers espagnols) sont arrêtés. On a manifesté à travers toute la Cité. Le directeur, sommé de s'expliquer dit : « Je ne suis qu'un sous-fifre ».

A 18 h, alors que les flics avaient évacué tout le pavillon un incendie est déclaré. Aussitôt, pompiers et O.R.T.F. sont là. Qui a allumé l'incendie ?

En 1933, les nazis avaient incendié le Reichstag pour décapiter le mouvement ouvrier allemand. Georges Dimitrov les avait démasqués devant le tribunal. Ce type de provocation est usé. D'ailleurs, un pompier interrogé déclare : « Ce sont les flics qui ont mis le feu ».

A 21 h, un meeting rassemblant plus de 200 étudiants décidés d'informer la population.

Les travailleurs doivent savoir la vérité !

Les gouvernements français et espagnol sont complices : ils se livrent mutuellement, militants, ouvriers et étudiants. Leurs flics ont de plus en plus les mêmes méthodes.

Actuellement, la bourgeoisie a peur ; dans les usines, les ouvriers français et leurs frères de classe immigrés s'organisent à la base contre leur ennemi commun.

La bourgeoisie veut briser l'unité des luttes populaires : elle fait un énorme bruit autour d'une occupation symbolique. Elle cache, dans sa presse, les luttes ouvrières actuelles.

Qui parle de Citroën à Mulhouse, de Sidelor en Lorraine ? □

Cette presse tout de même !

« L'Aurore », dans sa précipitation pohérisante, s'acharne depuis le début de la campagne à faire feu de toute déclaration qui pourrait aider le deuxième candidat de la droite.

Elle va parfois trop loin.

Une longue interview assortie d'une photographie, devait expliquer la semaine dernière les raisons de l'enthousiasme de M. Chandernagor, député « socialiste » pour l'intérimaire. On s'étonna, on s' alarma, dans des états-majors que nous ne nommerons pas.

Heureusement, le lendemain démenti de Chandernagor. Pudiquement glissé quelque part entre chiens écrasés et petites annonces.

Qui est le plus gêné dans la farce : « L'Aurore », Chandernagor, ou... le parti socialiste ?

Le dernier numéro du
**COURRIER
DES ENTREPRISES**
est paru.

Il paraîtra désormais tous les deux mois (six fois par an). Si vous désirez le recevoir régulièrement, abonnez-vous.

6,00 F - Six numéros.

tribune

socialiste

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Comité de Direction
Jacqueline Giraud, Christian
Guerche, Gilbert Hercet,
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction
Henry Beley, André Bielany,
Jacques Buthiers, Gilbert
Chantaire, Michèle Descolonnes,
Jacques Ferlus, Michel
Johan, Lucien Saintonge, Bernard
Sizaire, Dominique Yvoire.

Maquette
Claude Picart

Publicité
Jean-Claude Gillet

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

de soutien à partir de 80 F
Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction - Administration
et Publicité :
54, Bd Garibaldi
Paris (15^e)
Téléphone :
Administration : 783.19-20
Rédaction : 566.45-64

Le présent numéro est tiré
à 40.000 exemplaires

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F

C.C.P. 58 26 65

Publicité générale
au Siège
de l'administration
S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom
Prénom
Adresse
.....
Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

Refaire la gauche

Michel Rocard

La gauche en morceaux. La gauche à refaire. C'est de cela qu'il s'agit, puisqu'il n'est pas aujourd'hui de victoire possible et que demain dépendra de nouvelles batailles, pour lesquelles, plus que jamais, l'union de tous les travailleurs sera nécessaire.

Mais de quelle gauche parlons nous ? De quelle union et pour quelles batailles ? Il n'est pas sûr que chacun mette la même chose sous les mêmes mots.

Quel que soit demain le résultat des élections présidentielles, qu'il y ait ou non des élections législatives à l'automne, ce n'est pas cela qui sera pour nous décisif : c'est le développement des luttes sociales, c'est l'aggravation des conflits économiques inévitables dans un capitalisme en crise. Il faudra, certes, que la gauche puisse affronter aussi les épreuves électorales, mais elle tournerait le dos aux réalités — en même temps qu'elle se condamnerait à l'échec sur le plan électoral lui-même — si elle subordonnait son action aux seules perspectives parlementaires.

Refaire la gauche, pour nous, cela ne veut pas dire recoller les morceaux du puzzle électoral, raccomoder de bric et de broc le manteau d'Arlequin de la vieille gauche, pour couvrir d'un peu de couleur le même vide politique et faire bonne mine sur les estrades.

La frontière de classe

Refaire la gauche, c'est d'abord se mettre d'accord sur son contenu, c'est-à-dire sur le socialisme. C'est par là que passe aujourd'hui la frontière de la lutte de classes. Il y a tous ceux qui ont compris que le capitalisme devait disparaître, que la propriété privée des moyens de production, l'exploitation de l'homme par l'homme, étaient l'obstacle fondamental au mieux-être, à la dignité, au progrès. Parmi ceux-là il y a des chrétiens et des matérialistes, des socialistes et des anarchistes, des communistes, des syndicalistes de toutes origines, des paysans et des ouvriers, des étudiants, de petits bourgeois prolétarisés. Entre ceux-là il y a des nuances et des divergences mais ils sont dans le même camp, même si leurs divergences l'emportent parfois sur l'aspiration commune.

De l'autre côté, il y a ceux qui acceptent le régime, ceux qui défendent la propriété capitaliste, le pouvoir patronal, la puissance de l'argent. Certains se disent réformistes :

ils veulent rendre l'exploitation capitaliste plus douce, noyer le poisson dans une sauce plus acceptable. Ils sont des défenseurs plus intelligents du système que les réactionnaires bornés mais ils ne peuvent pas faire plus — pour les salaires, par exemple, ou pour les heures de travail — que le profit capitaliste ne leur permet d'accorder.

Le terme de gauche désigne aussi quelques-uns de ces hommes, réformateurs sincères ou conservateurs camouflés. Avec eux nous n'avons rien à faire ni à refaire — ce qui ne veut pas dire, bien entendu, que des milliers et des milliers d'hommes et de femmes, aujourd'hui sur ces positions, ne viendront pas demain, à l'expérience de difficultés nouvelles, sur une position socialiste.

Refaire la gauche, c'est aussi l'étendre à de nouvelles couches de travailleurs, gagner à elle de nouvelles volontés. Mais nous n'y parviendrons pas en promettant ceci ou cela, en tenant aux uns et aux autres un langage démagogique, différent pour chaque catégorie, non plus qu'en adoucissant notre pensée, en édulcorant notre programme pour le rendre plus digestible. C'est au contraire dans la mesure où nous saurons offrir une solution de rechange, claire et compréhensible à tous, que nous pourrons entraîner les masses hésitantes, rendre confiance à tous ceux que les promesses et les déceptions d'hier ont longtemps démoralisés.

C'est alors que nous retrouvons les divergences qui demeurent, à l'intérieur même du camp socialiste. Ces divergences sont d'une autre nature que celles qui opposent tous les socialistes sincères aux partisans de l'actuel régime. Elles portent sur le socialisme lui-même, sur le pouvoir des travailleurs, sur les formes futures de la démocratie.

Conceptions et méthodes du socialisme

Il y a d'un côté la conception hypercentralisatrice, à nos yeux bureaucratique et administrative, d'un socialisme étatique. Il y a de l'autre le socialisme de l'auto-gestion et des conseils ouvriers, de la démocratie accrue et non de la liberté restreinte. C'est un débat fondamental mais c'est un débat possible. Autant les socialistes et les réformateurs du capitalisme n'ont rien à se dire, parce qu'ils sont de part et d'autre de la frontière de classe, autant les socia-

listes entre eux — quels que soient leurs griefs et leurs dissensions — doivent approfondir leurs problèmes communs en même temps qu'ils peuvent mener des actions communes.

Refaire la gauche, c'est aussi créer les conditions du dialogue et du respect réciproque, imposer un certain style de rapport et de discussion. Cela suppose de toute évidence que le rapport des forces y soit favorable, c'est-à-dire que le courant de la démocratie ouvrière, le courant de Mai 68 y pèse d'un poids plus décisif.

Refaire la gauche, ce n'est pas rechercher le compromis dans tous les domaines, s'en tenir en toute chose au dénominateur commun, c'est au contraire aborder loyalement les questions importantes, sans vaine polémique et sans attaques personnelles, avec le souci d'agir ensemble, sur le plan pratique, dans les entreprises et dans les localités, tout en poursuivant, à travers l'action elle-même, une discussion fraternelle.

Cela n'est pas vrai seulement de la controverse avec les camarades communistes, ce l'est aussi de la confrontation entre toutes les nuances du mouvement de Mai, dans les syndicats, dans les organisations d'extrême gauche, voire dans certains clubs ou associations arrachés à l'orbite de la social-démocratie. Personne aujourd'hui ne peut prétendre à lui seul refaire la gauche autour de sa propre organisation. Aucun groupement, aucun parti — et le P.S.U. pas plus que les autres — ne peut se considérer comme le noyau de cristallisation, l'avant-garde unique du socialisme. Croire et prétendre cela serait dangereux, ce serait appauvrir le courant socialiste en le privant d'une diversité féconde, en le réduisant à l'esprit de secte.

Refaire la gauche, pour nous, ce n'est donc pas seulement renforcer le P.S.U., mais nous croyons que le renforcement du P.S.U. peut y contribuer efficacement — à la condition de s'ouvrir encore, d'engager publiquement la discussion de fond avec tous les courants du socialisme, d'orienter son action vers les entreprises, d'être au premier rang dans les luttes sociales, d'accorder une importance prioritaire aux tâches de formation et d'éducation politique, de se donner les structures d'organisation conformes à la multiplicité de ses tâches.

Refaire la gauche c'est aussi, dans le prolongement des thèses adoptées par le Congrès de Dijon, refaire le P.S.U. □



politique intérieure

A reculons vers la démocratie avancée

Jean-Marie Vincent

En décembre 1968 le Comité Central du P.C.F. a voté à Champigny un manifeste programmatique qui représente en principe la charte qui conduit son action quotidienne. A l'époque on avait noté un certain gauchissement dans le ton, et une appréciation plus positive du mouvement de mai-juin 1968.

Dans son rapport introductif Waldeck Rochet qui lors des semaines chaudes s'était surtout montré soucieux de retour à l'ordre, notait :

« Mais par-delà la satisfaction des revendications immédiates devenues impérieuses, le mouvement visait à des transformations plus profondes et plus décisives du monde sous lequel nous vivons. Le problème du remplacement du pouvoir gaulliste en tant que pouvoir des monopoles a été posé avec force. »

Dans le même esprit le texte du manifeste présentait la « démocratie avancée » comme une étape préparatoire au socialisme : « Une politique antimonopoliste conséquente, conduite par un pouvoir faisant appel à la participation active des larges masses populaires, permettrait à la démocratie de se développer toujours plus. La démocratie doit être une création continue, approfondissant et élargissant sans cesse les conquêtes économiques, sociales et politiques des travailleurs. Le développement continu de la démocratie politique et économique que nous voulons pour notre pays favorisera le renforcement des positions de la classe ouvrière dans la société et l'affaiblissement de celles du grand capital. Du même coup, les meilleures conditions seront créées pour que la majorité de notre peu-

ple s'affirme favorable à la transformation socialiste de la société. »

Une conception conservatrice des alliances

Apparemment donc, un certain changement par rapport à la thématique de l'union des républicains et autres démocrates. Pourtant certaines affirmations laissent déjà craindre que rien de substantiel n'ait changé dans les positions de la direction du P.C.F.

La leçon essentielle que Waldeck Rochet tirait de la crise de régime était non pas qu'il avait manqué une direction politique à l'immense mouvement de 9 à 10 millions de grévistes et par conséquent qu'il eût fallu formuler d'autres mots d'ordre et procéder autrement à Grenelle, mais bien que Guy Mollet, Félix Gaillard et autres leaders de la F.G.D.S., n'étaient pas assez avancés : « Toutefois ce qui a manqué en mai-juin, pour en finir avec le pouvoir gaulliste en tant que pouvoir des monopoles, c'est avant tout l'existence d'une entente solide comprenant, non seulement les partis de gauche, mais aussi les grandes organisations syndicales sur la base d'un programme commun ; c'est-à-dire l'existence d'une véritable alliance entre la classe ouvrière, les couches sociales progressistes et antimonopolistes des villes et des campagnes. »

Tout en continuant à se réclamer de Lénine, Waldeck Rochet passait ainsi sur une des conceptions essentielles de Lénine, la nécessité d'une force politique révolutionnaire pour exploiter les crises du régime capitaliste et pour poser en

termes nouveaux le problème des alliances et du front unique des travailleurs en fonction d'un regroupement et d'un reclassement des courants au sein du mouvement ouvrier. Par là, il montrait que l'aspect statique, conservateur des rapports politiques l'intéressait plus que leur dynamique possible, voire leur dynamique réelle (en mai-juin).

Etape antimonopoliste ou pouvoir de transition vers le socialisme

On peut d'ailleurs se poser le même type de problèmes à propos de l'Etat de démocratie avancée. Il sera, nous dit le manifeste, un pouvoir antimonopoliste c'est-à-dire reflétant le type d'alliances antimonopolistes préconisé par le P.C.F. (essentiellement avec la S.F.I.O. ou ses réincarnations). Dans ce contexte, il n'est pas question d'aller au-delà de transformations institutionnelles limitées (abrogation des articles les plus autoritaires de la Constitution de la V^e République), d'une extension du capitalisme d'Etat (de nouvelles nationalisations) et de formes nouvelles de participation dans l'économie (nationalisations démocratiques).

De plus les transformations ultérieures, la dynamique du développement vers le socialisme dépendent de l'alliance privilégiée avec cette gauche modérée, dont les liens avec le régime capitaliste ne sont plus à démontrer. Comme l'indiquait un commentaire autorisé d'André Gisselbrecht dans « l'Humanité » du 9 mai 1969 : « D'où la nécessité de marquer des étapes et d'observer les transitions (la démocratie avancée) : ce que ne comprendront, semble-t-il, jamais M. Michel Rocard ou M. Alain Krivine. S'il faut une phase de transition vers le socialisme, ce n'est pas pour des raisons économiques : le capitalisme monopoliste d'Etat est bel et bien l'antichambre du socialisme et la France est largement mûre pour y passer ; c'est pour des raisons politiques : la France est un pays de classes moyennes nombreuses (commerçants, artisans, paysans moyens et pauvres, intellectuels et cadres), dont le niveau de conscience et la cohérence de l'action ne sont pas encore à l'image de leur situation réelle d'exploités. »

De cette façon est esquivée la question fondamentale, celle du bond qualitatif qu'il faut effectuer au niveau du pouvoir d'Etat (l'hégémonie politique des travailleurs) pour entamer le processus de transition vers la démocratie socialiste. Le nombre des nationalisations, leur nature constituent, certes, des critères importants pour juger de l'orientation gouvernementale, mais ils sont secondaires, par rapport au critère décisif, celui du pouvoir qu'exercent effectivement les travailleurs à tous les niveaux.

Il ne suffit pas d'occuper le pouvoir dans le cadre d'un Etat, prétendument situé au-dessus des classes

afin de défendre un prétendu intérêt général (cet intérêt général n'est pas autre chose que l'intérêt d'un système, l'expression des conditions de sa survie), il faut en réalité changer complètement les règles de fonctionnement de cet Etat ou encore en d'autres termes il faut créer un nouveau type d'Etat (plateforme du courant socialiste pour les élections présidentielles).

En refusant d'aborder cette question de front, la direction du P.C.F. se donne à bon marché le moyen de rester dans l'équivoque et le moyen de ne pas réexaminer sa stratégie.

Le paradis perdu

Ne nous étonnons pas, par suite, que le refus clair et sans ambiguïté de la S.F.I.O. d'envisager toute forme d'unité avec le P.C.F. n'ait entraîné aucune révision déchirante. Il n'y a pas de candidat de la gauche unie ? Qu'à cela ne tienne ! Jacques Duclos fonctionnera à lui tout seul comme la gauche unie. Ses thèmes seront soigneusement sélectionnés de façon à ne pas remettre en question la conception traditionnelle de l'unité de la gauche, de façon que tous les ponts ne soient coupés avec l'aile moletiste de la S.F.I.O., avec les conventionnels les moins marqués par le mouvement de mai.

Il s'agit en somme de ne pas trop bouger, afin de pouvoir revenir en arrière à la période où combien rêvée où Mollet, Mitterrand, Waldeck Rochet occupaient le devant de la scène. Les chemins de l'avenir retournent à 1965 ou à février 1968 dans la meilleure des hypothèses. Evidemment, tous ceux qui n'entrent pas dans ce beau schéma sont des gêneurs et par conséquent des diviseurs. Selon Laurent Salini dans « l'Humanité » du 26 mai 1969 la candidature de Michel Rocard est tout simplement une candidature de division : « Alors qu'une partie des classes moyennes aspire à une société nouvelle et commence à considérer avec intérêt l'alliance avec la classe ouvrière, le P.S.U. tente de dévoyer ce mouvement, de le stériliser, de priver le socialisme des forces qui lui sont indispensables. » Et bien entendu : « De l'élection-trahison au boycott, du boycott à la candidature, le projet est le même et ce projet, en fait, aide les Pompidou et les Poher, aide la droite. Il risque aujourd'hui de contribuer à l'absence de la gauche au second tour, de priver d'efficacité le vote d'hommes et de femmes sincèrement désireux de changement. »

Outre que cet article montre assez crûment à quel point Laurent Salini raisonne en termes électoralistes, observons une fois de plus que l'unité, pour le P.C.F., est réservée aux vieux chevaux de retour de la S.F.I.O. et qu'il n'est pas question de la pratiquer avec les jeunes travailleurs, les étudiants, les techniciens qui ont découvert un monde nouveau en mai 1968. Les classes moyennes ont décidément bon dos. En définitive, où sont les antiunitaires : c'est la violation de l'unité au cri de vive l'unité. □

T.S. et Lutte Ouvrière dialoguent

T.S. et L.O. ont décidé d'un commun accord d'engager un dialogue dans la plus entière liberté sur les prolongements à donner au mouvement de mai. Nous publions cette semaine une première contribution des camarades de « Lutte Ouvrière ». On verra qu'elle ne ménage pas les critiques à l'égard de notre parti, ce qui ne nous offusque pas étant donné le ton fraternel qui est employé. Nous aurons l'occasion de revenir sur le fond des arguments employés, en particulier sur la conception de l'unité révolutionnaire sous-jacente dans toutes leurs analyses. Disons cependant tout de suite qu'elle nous paraît singulièrement limitée : les groupes de mai et le PSU ne peuvent à eux seuls prétendre rassembler tous les éléments politisés par le mouvement de mai-juin 68. En outre il est même fort improbable que leur réunion en un regroupement lâche puisse attirer les éléments non organisés à l'heure actuelle, en dehors d'une clarification suffisante au préalable des objectifs et des méthodes de lutte. Il nous semble par conséquent que le dialogue devra aborder ces questions, de même que celle tout aussi importante des organisations traditionnelles se réclamant du socialisme.

Nous demandons à nos camarades de « Lutte Ouvrière » de bien considérer en particulier s'il était possible et souhaitable de passer par-dessus la tête du désir d'unité d'une grande partie des travailleurs. Pour notre part nous ne l'avons pas pensé et nous n'avons pas non plus voulu laisser désorientés un certain nombre d'éléments en train de rompre avec la social-démocratie. Cela n'a rien à avoir avec un flirt ou une série de négociations secrètes.

L.O. publie aussi cette semaine un article d'un membre de la rédaction de T.S. Espérons que ce début sera le début d'un dialogue exemplaire.

J.-M. V.

Nous remercions les camarades de **Tribune Socialiste** et du P.S.U. de nous offrir les colonnes de leur journal pour y exposer nos idées sur la construction du parti révolutionnaire.

Lutte Ouvrière a depuis des mois entrepris de faire campagne pour un regroupement des révolutionnaires, de tous ceux qui en mai se retrouvèrent dans les faits du même côté de la barricade, et que l'opinion appelle uniformément, et sans intention péjorative, les « gauchistes ».

Le P.S.U. aura incontestablement un rôle à jouer dans ce regroupement, et un rôle qui lui revient de droit. Il fut l'un des participants actifs de mai, et par l'intermédiaire de Sauvageot, alors vice-président de l'U.N.E.F., il fut très directement à la tête du grand mouvement étudiant du printemps dernier, et en assumant publiquement toutes les responsabilités. Pour nous, et quelle que soit notre appréciation de l'U.N.E.F. et de sa politique tout au long de l'année scolaire 68-69, nous sommes tout à fait conscients du rôle joué par le P.S.U. et ses militants révolutionnaires dans ce qu'il est convenu d'appeler les événements de mai.

C'est pourquoi le P.S.U. est directement concerné par toute tentative de regroupement des révolutionnaires.

Mais si les événements de mai ont montré que toute une partie du P.S.U. choisissait en période décisive le camp des révolutionnaires, cela n'a pas suffi pour transformer la ligne politique du parti dans la période qui a suivi, et dans celle que nous vivons aujourd'hui.

Le P.S.U., ce n'est pas un secret pour personne, et surtout pas pour ses adhérents, est un parti hétérogène, composite, peu rigoureux, tant en ce qui concerne le militantisme de ses membres (combien de camarades ne viennent jamais à la réunion de section, et par voie de conséquence ne participent jamais aux tâches) qu'en ce qui concerne la ligne politique du parti.

Pendant dix ans, le P.S.U. a été réformiste, social-démocrate de gauche, et parfois même pas de gauche du tout.

Son aile révolutionnaire, réfugiée en grande partie dans le mouvement étudiant, était bien vivante, elle l'a montré en mai et c'est l'essentiel, mais elle n'était qu'une des composantes du parti, et son activité même ne semblait avoir guère de prise sur la politique de celui-ci.

Le P.S.U. restait marqué par ses notables respectables et respectueux, ses anciens ministres, ses alliés douteux.

Certes, depuis mai, la situation s'est passablement modifiée. Le P.S.U. a presque doublé ses effectifs, et ses nouveaux membres sont tous qualitativement des « gauchistes », enfin son intervention dans les événements a marqué sa politique et la marquera pour longtemps encore. Il suffit pour s'en convaincre de voir la rage de l'**Humanité** quand elle parle de Rocard ou du P.S.U., pour comprendre que le P.C.F. ne lui a pas pardonné le rôle qu'il a joué en mai-juin 1968. (Le P.S.U. ne fut jamais en odeur de sainteté au P.C.F., mais il est aujourd'hui totalement rejeté par celui-ci.)

Mais si le P.S.U. est sorti de mai renforcé et « gauchisé », il n'en a pas pour autant fait le pas décisif que d'aucuns attendaient de lui.

Le P.S.U. hésite encore entre l'option réformiste et l'option révolutionnaire. Cette hésitation se marque par l'ambiguïté de sa propagande et de sa tactique politiques. Si le P.S.U., conformément aux décisions prises à son 6^e Congrès, cherche réellement l'ouverture vers les courants révolutionnaires de mai, il n'a pas pour autant renoncé à son flirt avec la Convention et les sociaux-démocrates oppositionnels.

Placé devant un choix fondamental, et qui engage tout son avenir, le P.S.U. actuellement compose, et demeure étrangement ambigu.

Et en fin de compte, lorsque se présenta la campagne des présidentielles, on a pu voir de quel poids étaient les anciennes habitudes, et aussi les intérêts de boutique mal compris. Le P.S.U. présenta son candidat, après avoir, certes, informé les autres groupes révolutionnaires de son intention, mais sans chercher à aboutir à une candidature commune des artisans de mai. Le P.S.U. aurait pu le faire. Le P.S.U. aurait dû le faire. La recherche d'un candidat commun à tous les groupes de mai représentait, nous le savons, de grandes difficultés, mais encore devait-elle être au moins entreprise.

Elle ne le fut pas. La candidature Krivine, indépendamment des intentions de la Ligue communiste, en est en quelque sorte, et dans les faits, la sanction. Et les voix qui se porteront sur Krivine et Rocard se seraient vraisemblablement portées sur le candidat commun.

Il ne s'agit pas de simple arithmétique parlementaire, car la signification politique d'une telle candidature unitaire aurait été largement supérieure au simple résultat électoral. Comme en mai 68, l'extrême gauche se serait retrouvée unifiée dans les faits, et aurait répondu aux espoirs de la masse des électeurs « gauchistes ». Un pas important vers la prise de nos responsabilités communes vis-à-vis des sympathisants de mai, vis-à-vis des travailleurs « gauchistes » aurait été accompli. Et cette unité des révolutionnaires, qui est la grande exigence de l'heure, aurait com-

mencé concrètement à prendre forme.

Il n'en a pas été ainsi, et **Lutte Ouvrière**, pour sa part, a choisi de soutenir la candidature de Krivine. Elle l'a fait, non par simple réflexe de solidarité trotskyste, mais parce que cette candidature avait le mérite d'être clairement révolutionnaire et qu'en dépit du sectarisme irresponsable de ses auteurs, elle est apparue aux yeux de tous comme la candidature de mai.

Bien entendu, nous aurions, et c'est pour nous l'occasion de le répéter ici, soutenu avec la même vigueur, sinon davantage, le candidat unitaire, même s'il avait été P.S.U.

En choisissant Krivine plutôt que Rocard, nous n'avons pas choisi la Ligue communiste, plutôt que le P.S.U. Nous n'avons pas choisi de soutenir une organisation, encore moins un homme, mais nous avons choisi de soutenir une candidature révolutionnaire plutôt qu'une autre demeurée ambiguë, entachée de réformisme, en dépit d'une volonté affirmée de transformation socialiste de la société.

Car tout le problème est là, et il se pose bien au-delà des présidentielles. Nous l'avons dit au 6^e Congrès, et nous ne pouvons que le répéter : le P.S.U. a un rôle décisif à jouer dans la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire unifié, à la seule et capitale condition qu'il choisisse clairement son camp. Son camp, et nous pensons que c'est vrai au moins pour la majorité de ses militants, c'est celui des révolutionnaires. Mais il ne suffit pas de le choisir empiriquement comme en mai, sous la pression des événements. Il faut le choisir principalement, en faire la ligne idéologique du parti.

Que le P.S.U. rompe donc avec le réformisme classique ou le néo-réformisme, qu'il fasse cesser cette ambiguïté qui l'entache et défigure ses meilleures intentions.

L'avenir du P.S.U. est du côté des révolutionnaires, et l'avenir de l'humanité tout entière appartient aux révolutionnaires.

« Lutte Ouvrière »

communiquer

**PLUS SOUVENT
PLUS VITE
PLUS NET**

Les responsables des collectivités savent que le rythme des communications s'accroît : Il leur faut être équipés d'un matériel moderne, rapide et sûr. Les nouveaux duplicateurs Gestetner (stencil et offset) ajoutent à ces qualités, une très grande simplicité de manœuvre : un opérateur, même novice, peut "sortir" des copies impeccables après quelques quarts d'heure d'entraînement.

Voulez-vous être complètement informé sur les récents progrès de la duplication, et en particulier sur la gravure automatique des stencils ? - Demandez à GESTETNER sa documentation n° 855 - 71, rue Camille-Groult à Vitry - tél. 482-47-85.

Gestetner

Après la grève du « Figaro »

Rémy Grillault

Les journalistes du Figaro viennent de mener une des plus longues grèves de l'histoire de la presse. Depuis sa fondation en 1866 ce journal n'a connu que deux grèves : la première en octobre 68 a duré 24 heures, celle qui s'est terminée le 27 mai a duré seize jours, et encore n'est-elle que suspendue.

Les journalistes de ce journal ne sont pas réputés pour leurs idées révolutionnaires, bien au contraire. Alors on comprend mal comment ils peuvent s'opposer avec tant de détermination aux structures capitalistes des entreprises de presse. C'est que, quelles que soient leurs opinions, les journalistes ont besoin de la plus grande indépendance pour exercer leur métier.

Le combat du Figaro est un combat de toute la profession, d'autant plus que depuis une vingtaine d'années l'organisation rédactionnelle du Figaro, comme celle du Monde, sert d'exemple pour tous les journalistes.

L'ECHEC DES IDEES DE LA RESISTANCE

Pour comprendre la crise du Figaro, il faut faire un peu d'histoire en remontant à la fin de la dernière guerre. Dans la Résistance des hommes, des journalistes ont recherché des solutions pour changer toutes les structures de la presse. A la Libération les journaux qui n'avaient pas cessé d'être publiés sous l'occupation ont été remis à des équipes de journalistes, chargées de les faire paraître en attendant l'adoption d'un statut de la presse. Statut qui, selon ses supporters, devait permettre de libérer la presse des puissances de l'argent.

A cette époque les idées révolutionnaires ne manquaient pas. Et les idées de cette époque sont encore valables de nos jours, car ce fameux statut n'a jamais vu le jour. Au cours des années on s'est efforcé de mutiler les idées généreuses de la Résistance. Plusieurs hommes s'y sont employés, y compris Gaston Defferre auteur d'un projet de statut avec participation ouvrière qui ne supprime en rien le pouvoir des propriétaires. Ce projet n'a jamais été adopté.

En 1954, le Parlement vote la loi Moustier. Cette loi, en donnant la propriété des journaux aux équipes qui les font paraître et uniquement aux hommes qui les composent, va faire

retomber la presse sous le contrôle des puissances de l'argent.

Dans certains journaux des hommes en éliminent d'autres et prennent seuls le contrôle. Ils deviennent propriétaires, leurs enfants hériteront de belles affaires qui n'auront pour ainsi dire rien coûté à papa. La gestion d'un journal n'étant pas chose facile, d'autres équipes en difficultés financières feront appel à des capitaux extérieurs qui peu à peu prendront le contrôle des publications. D'autres, peu nombreux, chercheront des formules garantissant au maximum l'esprit de feu le statut de la presse : le Monde, Ouest-France, le Figaro.

PROUVOST-BEGHIN A LA CONQUETE DU POUVOIR

On a souvent présenté les journalistes comme des idéalistes qui sont capables de se ruiner pour assurer la diffusion de leurs idées. Ce n'est absolument pas vrai pour les détenteurs de capitaux. Les Dassault, Bousac, Floirat, Del Duca ne recherchent que leur profit dans les journaux. Ils vendent n'importe quoi du moment que cela rapporte. Les déclarations de ces messieurs sur la mission de la presse ne prêtent qu'à sourire.

Au Figaro, les propriétaires, MM. Prouvost et Beghin, ont empoché au cours des quatre dernières années 2 milliards 275 millions. Ce journal, ils l'ont acheté fort cher, paraît-il. Ils jouissent du droit de propriété mais n'ont pas celui de la direction. Celle-ci est exercée par une société fermière composée de journalistes qui, avec Pierre Brisson, s'étaient vu attribuer le Figaro après la guerre. Les propriétaires se contentent d'empocher 95 % des bénéfices, ce qui n'est pas une mauvaise affaire.

Les choses pouvaient bien en rester là, mais c'est mal connaître J. Prouvost. Ce dernier comptait bien à l'expiration du bail de la société fermière prendre seul le contrôle du journal. Il y travaille depuis des années en faisant entrer dans la société fermière des hommes à lui. Les journalistes réagissent. Ils ne veulent pas de J. Prouvost ni d'un directeur nommé par lui. Les rédacteurs ne nient pas la compétence professionnelle du directeur de Paris-Match, Marie-Claire, Télé 7 jours, R.T.L. Ils se méfient et refusent de courir le risque d'un patron qui pourrait bien donner au journal un style et une orientation qu'ils ne partagent pas.

L'affaire est pour le moment suspendue mais bien loin d'être réglée. Un administrateur judiciaire assure désormais la responsabilité de la parution. A une semaine de l'élection présidentielle « ouf ! » de satisfaction pour M. Pompidou et même pour M. Poher.

LES SOCIETES DE REDACTEURS

La crise du Figaro pose une nouvelle fois la question de l'indépendance de la presse. Les journalistes entendent pouvoir rester les maîtres des informations qu'ils diffusent. Dans une profession où ceux qui l'exercent ont la délicate mission d'informer, de former et d'éduquer, seuls les faits, les idées et les idéologies doivent orienter les choix. L'argent n'a rien à voir.

Les journalistes estiment qu'actuellement ils ne peuvent exercer un véritable contrôle qu'au niveau des centres de décision, c'est-à-dire du capital. Les sociétés de rédacteurs revendiquent, et obtiennent parfois, des parts du capital qui leur donnent une représentativité à l'assemblée générale des actionnaires, au conseil d'administration. Encore faut-il que cette participation soit suffisante pour leur permettre d'intervenir efficacement. Au Figaro, J. Prouvost veut bien de la participation des journalistes, mais dans une minorité qui ne puisse pas bloquer les décisions.

Dans cette perspective d'un contrôle des orientations d'un journal, les sociétés de rédacteurs ont un rôle important à jouer. Mais il est clair que le patronat est le plus souvent réticent.

SYNDICALISME ET POUVOIR DES JOURNALISTES

Le mouvement des sociétés de rédacteurs comporte malgré tout des dangers et des limites. Ce qui est dangereux c'est le risque d'entraîner la quasi-totalité des journalistes d'une rédaction dans un soutien inconditionnel aux grandes signatures. Les exemples de chefs de service ou de rubriques qui imposent leurs vues et leurs opinions à leurs collaborateurs ne manquent pas. Dans ce cas, où se situe l'indépendance ? Les grands noms de la presse, les responsables des rédactions sont-ils prêts à abandonner leurs privilèges pour établir de nouveaux rapports de travail, promouvoir de nouvelles méthodes ?

Dans les rangs mêmes des syndicats on a considéré, pendant un certain temps, les sociétés de rédacteurs comme la panacée. Certains y voyaient même la disparition du syndicalisme. On en revient, car il subsiste toute une série de problèmes qu'elles ne peuvent régler. En particulier celui de la situation des journalistes dans les entreprises de presse que les grands mouvements pour l'indépendance ou l'objectivité ne doivent pas faire oublier. Nombre de journaux tournent avec des équipes trop réduites. Les rédacteurs sont obligés d'être polyvalents à une époque où le métier d'informateur exige une connaissance approfondie des dossiers. Il est impos-

sible à ces journalistes de faire un travail sérieux d'étude et de documentation. Cela est particulièrement sensible dans les quotidiens de province et la plupart des hebdomadaires et mensuels.

Certains qui jouissent du titre de journaliste font, en fait, un travail de manœuvre spécialisé, avec un salaire à peine supérieur. En effet, dans un quotidien, ceux qui passent leur vie à réécrire des dépêches sans intérêt sont bien plus nombreux que ceux qui signent. Et leur avenir professionnel est plus que réduit.

L'indépendance de la presse passe nécessairement par le pouvoir des journalistes, même si cette condition n'est pas suffisante. Ce pouvoir s'exprime actuellement en revendications de conditions de travail, de formation professionnelle, de liberté d'expression, d'équipements rédactionnels. Ce sont là des luttes pour les journalistes organisés dans leurs syndicats. Par le combat syndical, les journalistes font la conquête de l'indépendance, par la société de rédacteurs, ils l'organisent et la garantissent. □

MICHEL
ROCARD



LE
PSU
ET L'AVENIR
SOCIALISTE
DE LA FRANCE

Histoire
et programme

Collection "Politique"
dirigée par J. Julliard, n° 31,
4,50 F

SEUIL

Thomson - C.S.F. Décentralisation capitaliste

Jacques Arnold

L'usine de la Thomson-C.S.F. à Brest se présente comme un bâtiment grand et spacieux, entouré de gazon. Le personnel employé est important pour Brest : 1.075 personnes au total, soit : 564 ouvriers, 183 agents de maîtrise, techniciens et dessinateurs, 136 agents techniques, 131 employés, 63 ingénieurs.

La C.S.F. a une vocation électronique, puisqu'elle fabrique essentiellement des radars civils et militaires pour la France et l'étranger. Elle fait partie d'un groupe D.R.S.T. (Détection Radar Surface et Traitement), que complètent 3 autres usines C.S.F. en France : T.H. Bagneux, T.I.V. Orteaux, Sartrouville.

Toutefois en 1968 la C.S.F. a été absorbée par la partie électronique professionnelle de la Thomson. L'usine est désormais Thomson-C.S.F. et la société créée groupe 40.000 personnes et représente 60 à 65 % de l'activité électronique française.

L'usine fut créée en 1962 par la Compagnie de Télégraphie sans fil, sur invitation de l'Etat et avec son aide (primes à la décentralisation, subventions de formation professionnelle...) pour créer des emplois nouveaux.

A l'époque, cette opération semblait correspondre à une volonté, de la part de l'Etat, d'industrialiser la Bretagne et de vouer cette région à une véritable vocation électronique, complétée du reste par l'installation d'ateliers et de laboratoires électroniques à Lannion et à Rennes.

En fait, certains bâtiments n'ont jamais été occupés. Le personnel a vu son effectif diminuer et se stabiliser (il était de 1.160 personnes en avril 67). D'autre part, suivant le grand schéma des industriels français, la Thomson-C.S.F. veut localiser ses usines d'études à Paris et ne laisser à la province que la fabrication.

A la suite de mai 68, la direction avait promis une certaine autonomie. Mais la reprise en main du pouvoir par le gouvernement a permis à la direction d'oublier cette promesse et même de prendre des décisions opposées, lésant les aspirations profondes des travailleurs de cette usine et allant évidemment dans le sens des intérêts du capital.

Lassée, la section syndicale C.F.D.T. a décidé d'informer directement le public, notamment en tenant une conférence de presse devant les représentants de journaux locaux (« Ouest-France », « Télégramme ») et nationaux (« T.S. », « l'Humanité », « le Monde ») sur le thème : « L'avenir de la Thomson-C.S.F. dans le cadre de la région bretonne ».

Un corps étranger à la Bretagne

La Thomson-C.S.F. de Brest est restée un corps étranger à la Bretagne. Sur un plan purement technique, les responsables syndicaux montrent que

les pratiques de sous-traitance demeurent. Ainsi, la Thomson-C.S.F. sous-traite beaucoup moins en Bretagne que dans la région parisienne. Par exemple, pour le câblage. Quand il se produit un surcroît de production, la Thomson-C.S.F. est obligée de sous-traiter dans la région parisienne, car il n'y a pas d'usines de câblage en Bretagne, ce qui entraîne une augmentation du prix de revient. De même dans d'autres domaines, la C.S.F. ne peut sous-traiter qu'épisodiquement. Il faudrait normalement 3 ou 4 usines comme la C.S.F. à Brest pour faire marcher de petites usines de sous-traitance dans la région à temps continu. Seule, pense la section syndicale C.F.D.T., la création d'un véritable complexe industriel pourra permettre l'autonomie d'industries de pointe isolées en Bretagne comme la Thomson-C.S.F. : complexe qui doit s'appuyer sur toute une infrastructure régionale.

En fait les militants syndicalistes de Brest en arrivent au niveau politique, puisqu'ils contestent à l'Etat sa volonté de réaliser une véritable régionalisation. Les colloques régionaux montraient qu'il existait trop d'entreprises

cées à Rennes et dont la venue semble définitivement ajournée.

Une direction incapable

En fait, pour la C.F.D.T., le problème se pose non seulement au niveau de l'Etat, mais aussi au niveau des structures de la Thomson-C.S.F.

La centralisation appliquée à des structures industrielles aussi complexes et diversifiées que celles de l'électronique entraîne un certain nombre de conséquences.

Les liaisons entre des centres et des usines, difficiles déjà dans une même ville, deviennent très aléatoires lorsque les distances atteignent celles de Brest-Paris. Si on ajoute à cela l'absence de liaisons et de structures régionales, il est bien évident que l'usine ne peut atteindre sa pleine rentabilité.

La hiérarchisation des responsabilités, qui correspond à une véritable hiérarchie militaire, entraîne une fuite des responsabilités et laisse à l'échelon supérieur le soin de prendre les décisions.

La conséquence en est le cloisonnement des services et l'absence d'in-



qui « se décentralisaient uniquement pour bénéficier du ballon d'oxygène que représentaient les salaires plus bas et les aides de l'Etat. » L'Etat possède les moyens pour obliger les industriels à faire une décentralisation véritable, ne serait-ce qu'en supprimant les subventions et les crédits. Encore faut-il que l'Etat le veuille, c'est-à-dire que l'Etat soit au service des travailleurs et non du capital.

Mais il ne semble pas, pour les responsables syndicaux C.F.D.T. de la Thomson-C.S.F., que l'Etat aille dans le sens de la « vocation électronique de la Bretagne », comme le montre la création d'une usine groupant 4.000 ouvriers à Clay-sous-Bois, c'est-à-dire dans la région parisienne, dont le tiers des capitaux est Thomson-C.S.F., mais qui est payé à moitié par l'Etat. Comme le montrent les Ecoles Supélec et Sup. Télécomm., qui devaient être dépla-

formations. Chaque cadre supérieur essaie de se faire une place, en créant un domaine réservé, son service. Il s'ensuit que la coopération entre usines d'une même entreprise, et même entre services d'une même usine, n'existe pas.

Il y a au total une absence complète d'informations. Le comité d'entreprise s'est vu refuser des renseignements, concernant Brest notamment (ce fait constituant d'ailleurs une méthode illégale caractérisée et une atteinte au droit syndical). En fait, la direction essaie de retirer toutes les informations venant de la base pour en tirer parti et décider seule. Il n'y a absolument pas d'échange. La conclusion est que, dans les ateliers et les laboratoires, maintenant les camarades ne donnent plus de renseignements.

La situation se complique encore du fait que l'encadrement supérieur est

Il faut soutenir le candidat du courant socialiste

Participez à la souscription

La campagne du candidat du socialisme ne doit pas se dérouler au niveau des seuls moyens de la propagande officielle, elle doit faire participer le maximum de travailleurs, d'étudiants et d'intellectuels à une discussion sur les buts, les moyens d'une action révolutionnaire de transformation de la société, que cette discussion ait lieu dans les usines ou dans les foyers, dans les laboratoires ou les bureaux, dans les universités ou dans les maisons de jeunes.

Il est donc indispensable que d'innombrables comités de soutien Mai 69 soient créés dans tout le pays et que soient mis à leur disposition des millions de tracts, d'affiches et de journaux.

Pour cela, beaucoup d'argent est nécessaire que seules les nombreuses souscriptions de tous ceux qui veulent reconstruire le mouvement ouvrier à partir d'une orientation clairement socialiste peuvent apporter.

Le P.S.U. lance dans cet esprit une grande souscription pour donner au courant socialiste les moyens d'expres-

sion qui lui sont nécessaires. Pour cela il est mis à la disposition des militants et des comités de soutien Mai 69

- Un tract national tiré à 1.000.000 d'exemplaires,
- et 200.000 bons de souscription,

disponibles

- soit 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e,
- soit dans les permanences du candidat et des comités de soutien Mai 69.

Toutes les sommes récoltées doivent être versées :

- P.S.U., C.C.P. PARIS 14 020 44.
- Tribune Socialiste, C.C.P. PARIS 5826 65.

Faire les chèques bancaires à l'ordre de Daniel Frachon, 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e, en portant la mention « soutien au candidat du socialisme ».

Diffusez massivement l'appel et les bons de souscription. L'ampleur de la campagne en dépend.

Les derniers meetings du Parti

Vendredi 30		MONTLUÇON	Jean Arthuys
		NANTES	François Dalbert
BORDEAUX	} André Barjonet Marc Heurgon	VALENCE	Gilles Martinet
CACHAN CLAMART		} Henri Leclerc	Jeu
CHATEAU- ROUX	Jacques Pietri		GAP BRIANÇON
CLERMONT- FERRAND	Serge Mallet	ALENÇON	Abraham Behar
CHERBOURG	Jacques Kergoat	MAINTENON	Serge Mallet
CHARTRES	Robert Chapuis	NIORT	Jacques Pietri
COLOMBES	G. Gontcharoff	ANNONAY PRIVAS	} Michel Breton
LAVAL	Abraham Behar	RENNES	
MAUBEUGE	Manuel Bridier	ROYAN LA ROCHELLE	} G. Gontcharoff
BAYONNE	C. Guerche	ST-QUENTIN CHAUNY	
NEVERS	Michel Breton	TARBES MOUREINX	} André Barjonet
VERSAILLES	J.-F. Pertus	VESOUL	
NANCY	} Jacques Malterre Michel Rocard		

Mise au point

En ces temps électoraux, un certain nombre de gens aiment les manipulations politiques, et les manœuvres grossières dans l'espoir vain, d'obscurcir des choses pourtant fort claires.

Que tout le P.S.U. soit unanime dans la bataille et soutienne en bloc la candidature de Rocard, tous les militants le savent, et avec eux tous les observateurs qui suivent la campagne.

Et pourtant, des communiqués passaient l'autre jour aux postes périphériques — à d'autres moments plus soucieux de vérifier leurs informations — annonçant que la fédération de l'Eure du P.S.U. soutenait Déferre, tandis que Krivine déclarait lui à Marseille qu'il avait le soutien de la fédération P.S.U. des Bouches-du-Rhône.

Bien entendu ces informations sont inexactes et nos deux fédérations ont publié des démentis catégoriques. Qui espère-t-on ainsi troubler ?

L'acquis de mai 69

« Le courant passe », déclarait Michel Rocard, dimanche dernier. Les sondages en témoignaient. Mais aussi l'accueil réservé au candidat du socialisme lors des trois meetings qu'il a tenus durant la première semaine de la campagne. Saint-Nazaire, Toulouse, Lille : trois salles combles. Un public passionné qui, jusqu'à minuit, n'a cessé de poser à Michel Rocard

des questions portant, non pas sur la tactique électorale, mais sur le contenu du projet socialiste. Ce qui prouve que le sens de sa candidature a été compris, que de nombreux travailleurs savent que « voter utile » ça n'est pas se livrer au petit calcul électoral du « qui a le plus de chance de battre qui », mais bien voter conformément à des convictions, pour affirmer la force du courant socialiste.

Campagne d'explication, campagne pédagogique pour préparer les luttes à venir, le parti l'a bien compris. Jamais sa mobilisation n'a été si intense. Au total, il aura tenu 120 meetings nationaux et 3.000 réunions publiques, collé 1 million et demi d'affiches, distribué plus de 5 millions de tracts et diffusé 2 millions et demi de journaux (« Tribune Socialiste » spécial et normal, journaux fédéraux). Au cours de cette action massive il a déjà suscité des centaines de demandes d'adhésion, créé dans tous les secteurs — entreprises, lycées, facultés, quartiers — des comités mai 69.

Le 20 mai à la télévision, Michel Rocard répondait à Edouard Guibert : « Le sens de ma candidature ? Mais c'est tout simplement de proposer un avenir socialiste, de définir, de faire comprendre le projet socialiste, de décrire comment c'est un projet pour aujourd'hui, pour tout de suite, et, ce faisant, de travailler déjà à reconstruire la gauche autour de ce projet. »

D'ores et déjà, et quel que soit le résultat du premier tour des élections au soir du premier juin, cet objectif est atteint. Et d'ores et déjà, c'est à une nouvelle tâche ambitieuse que doit se préparer le parti : former, organiser, mobiliser tous ceux qui ont entendu le message. Tous ceux qui ont préféré la véritable efficacité — la lutte pour une transformation socialiste — à l'utilité fallacieuse de calculs électoralistes. □



A.G.P.

Exclusif

Le retour de Juan Bosch ?

André Laude

De temps à autre, les dépêches d'agences font état d'incidents, d'affrontements, de fièvres populaires, de mouvements de rues à Saint-Domingue. Des rumeurs de coups d'Etat circulent dans l'ombre moite des couloirs. Sous le regard attentif de ses « protecteurs » américains, la « République dominicaine » continue de vivre la crise spectaculairement ouverte par la « révolution » de 1965, révolution vaincue, qui fut l'aboutissement logique d'oppositions et de contradictions insurmontables existant entre les différentes forces politico-sociales du pays, et plus particulièrement entre les masses populaires et les puissances d'argent.

Coups et contrecoups

Souvenons-nous : le 25 septembre 1963, le président Juan Bosch est destitué à la faveur d'un des cinq coups et contrecoups d'Etat qui ébranlèrent Saint-Domingue entre 1961 et 1965. Le régime Bosch n'était pas particulièrement « révolutionnaire ». Il était l'expression d'une fraction de la bourgeoisie dominicaine qui cherchait à développer ses intérêts nationaux tout en préservant de bonnes relations avec les puissants géants américains. La ligne politico-économique du gouvernement de Juan Bosch coïncidait plus particulièrement avec les intérêts des trusts sucriers de New York.

Mais ce régime de démocratie bourgeoise parut encore trop progressiste aux milieux dominicains placés directement sous la coupe de « l'impérialisme ». L'oligarchie créole, le clergé féru d'ordre, les généraux de l'armée et les hommes d'affaires spécialisés dans l'import-export organisèrent le coup d'Etat militaire qui renversa le président Bosch.

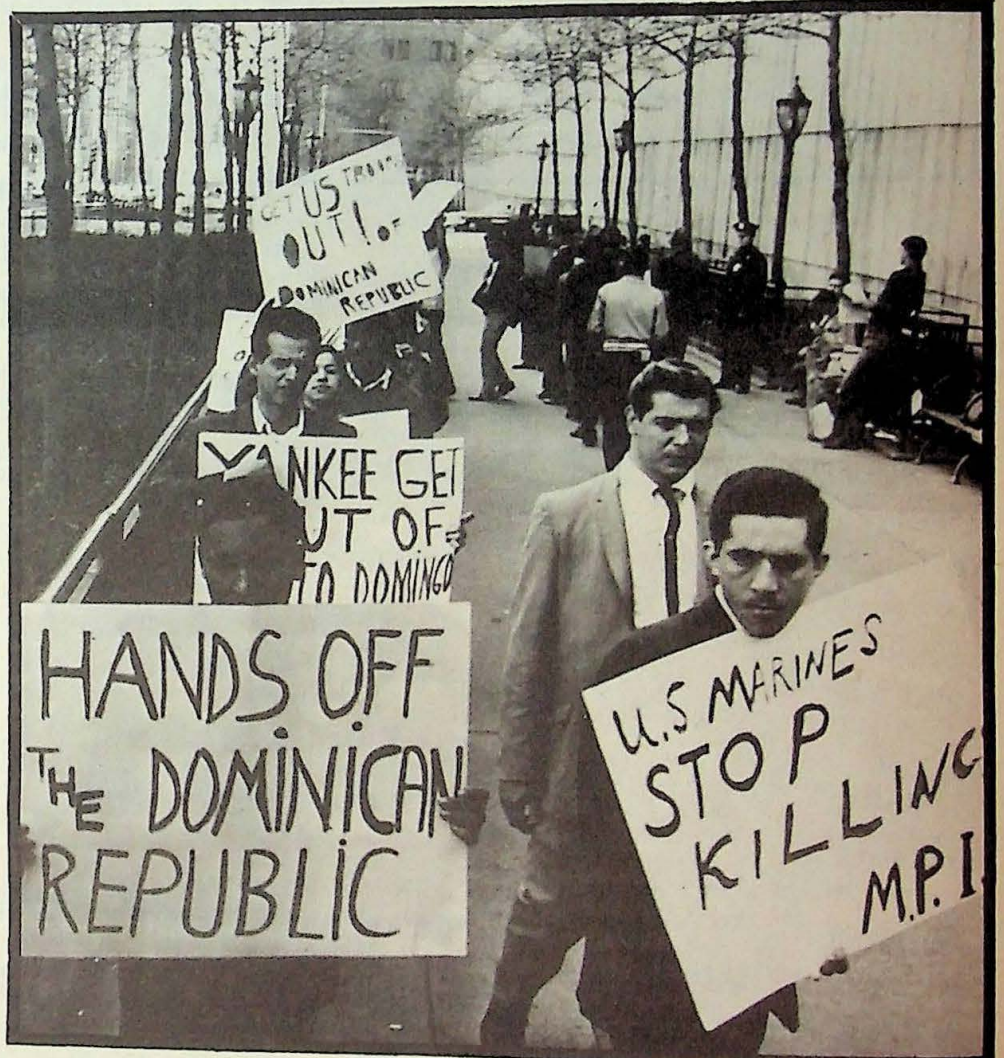
Un triumvirat animé par Donald Reid Cabral succéda au leader déchu. Ce triumvirat exécutait la politique exigée par l'oligarchie et les secteurs les plus réactionnaires de la société dominicaine. Aussitôt, les masses populaires entrèrent en lutte contre le nouveau régime, lutte impulsée par le « Parti Révolutionnaire Dominicain » de Juan Bosch et ayant pour mot d'ordre « constitution sans élections ». D'autres forces s'organisaient à la gauche du P.R.D. Des actions de type « gué-

rillas » eurent lieu dès décembre 1963.

Le renversement de Donald Reid Cabral et de son équipe marqua le commencement de la révolution populaire. La lutte entre les classes antagonistes s'intensifiait et le peuple durcissait son combat. Un nouveau gouvernement fut proclamé le 24 avril 1965. Présidé par Molina Urena — actuel ambassadeur de Saint-Domingue en France — il ne dura que deux jours. Les masses

nement américain lança à la reconquête de Saint-Domingue 44.000 marines et parachutistes qui renforcèrent les troupes de Wessin y Wessin. Les navires de guerre U.S. ceinturèrent l'île. Une lutte farouche opposa alors les envahisseurs et les forces populaires réfugiées dans le fameux « réduit constitutionnaliste » sous la direction du colonel Francisco Caamaño Deño.

C'est là que périt un Français nommé André Rivière, dont les mi-



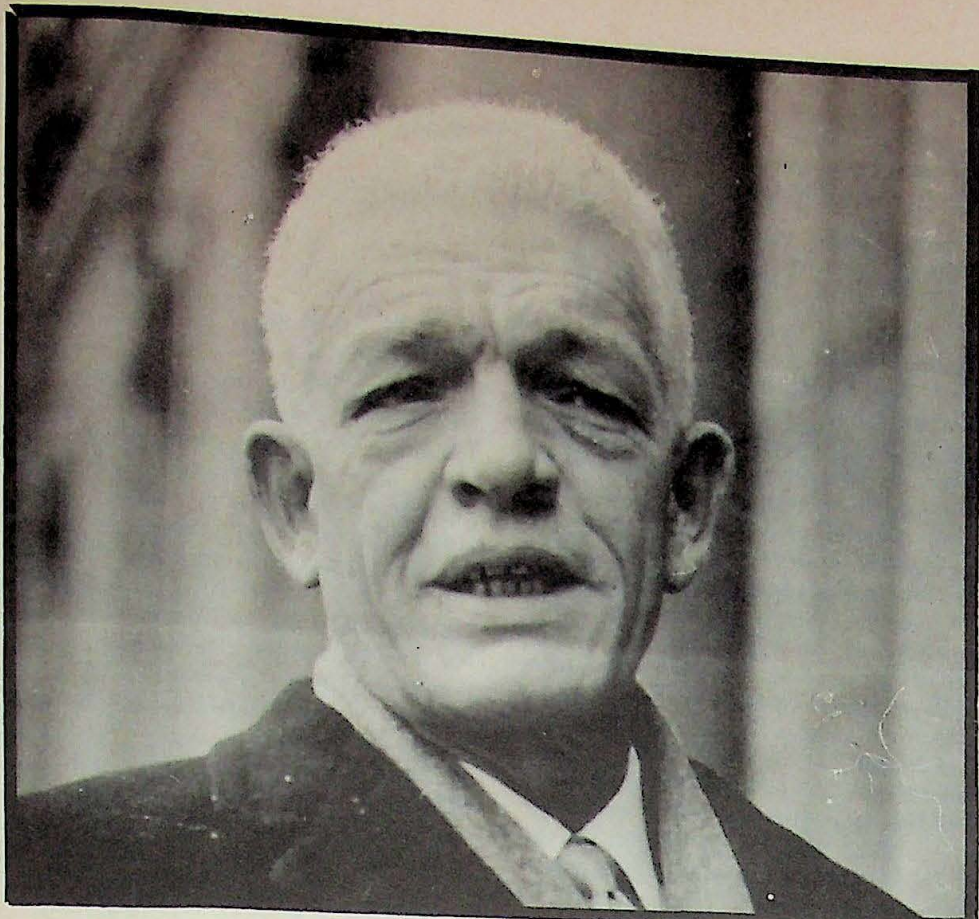
A.F.P.

affrontèrent les blindés du général d'extrême droite Wessin y Wessin qu'elles détruisirent. En dépit des bombardements de l'aviation et de la répression menée par certains secteurs des forces armées, la révolution populaire se répandait comme une traînée de poudre, mobilisant les adhésions, les enthousiasmes, provoquant le ralliement de nombreuses casernes.

C'était plus que n'en pouvaient supporter les stratèges du Pentagone, les maîtres de la C.I.A. et les banquiers de Wall Street. Le gouver-

litants révolutionnaires dominicains en exil parlent encore avec émotion et tendresse.

En même temps qu'était menée l'offensive contre l'insurrection populaire, les forces d'occupation proposaient des « négociations pacifiques » en vue d'obtenir ce qu'ils n'arrivaient pas à arracher à la pointe du fusil, à cause du courage et de l'abnégation des masses populaires. L'Organisation des Etats Américains (O.E.A.) envoya des contingents d'autres pays : Brésil, Paraguay, Costa Rica. L'O.N.U., par son appel



Agip

au cessez-le-feu, « légalisa » l'occupation américaine.

Les communistes dominicains prosoviétiques encouragèrent ces négociations que réprouvait la jeunesse révolutionnaire de Saint-Domingue.

Les négociations aboutirent à la rédaction d'un « Acte institutionnel » et d'un « Acte de réconciliation nationale ». Une « constitution » fut proclamée, un « gouvernement provisoire » fut créé avec Garcia Godoy à sa tête, gouvernement directement relié aux intérêts nord-américains. Des campagnes de répression plus ou moins ouvertes commencèrent. De nombreux officiers « constitutionnalistes » furent envoyés en exil, mutés à des postes diplomatiques lointains. Et certains furent assassinés comme de nombreux militants populaires.

Tout finit par des élections

Des « élections » eurent lieu avec la « protection » des troupes américaines. Des urnes sortit le gouvernement de Joaquín Balaguer, dont le mandat s'achèvera l'année prochaine. Elections truquées, qui n'exprimaient pas du tout la volonté populaire. Officiellement, à partir du 1^{er} juin 1966, la République dominicaine réintégrait la démocratie.

Démocratique ou pas, la République dominicaine n'a pas retrouvé depuis la paix sociale. Au contraire. La situation des masses populaires s'est encore aggravée. L'économie nationale « pillée » par l'oligarchie et les trusts américains n'a pas connu de développements susceptibles d'améliorer le sort des humbles. Selon des chiffres recueillis à des sources dignes de foi, le nombre des chômeurs a augmenté de cinq à six cent mille pour une population qui n'atteint pas quatre millions.

L'ambassade des États-Unis supervise et dirige la politique. On cite le cas d'un fonctionnaire de l'administration dont la nomination eut lieu dans les bureaux de l'ambassadeur et non dans les services de la Présidence de la République.

Saint-Domingue est prise dans un fin réseau d'organisations dirigées par les États-Unis : B.I.D., A.I.D., Corps de Paix. Passons sur la présence des agents de la C.I.A. et de troupes d'élite réfugiées à l'intérieur du pays, prêtes à intervenir à tout instant. Sans oublier les soldats U.S. stationnés à Puerto Rico d'où l'on peut rallier Saint-Domingue par avion en cinq minutes.

De l'avis des observateurs et des Dominicains, une situation explosive existe à Saint-Domingue. Le peuple n'a pas renoncé à abattre un régime qu'il considère comme oppressif. L'aggravation du niveau de vie des masses populaires, l'incapacité du régime Balaguer et de ses « protecteurs » à résoudre dans le cadre de la « démocratie représentative » les problèmes graves qui se posent au pays, ramènent au premier plan les ombres brûlantes de la révolution et de la contre-révolution.

L'heure va-t-elle sonner à nouveau pour le général Wessin y Wessin qui a créé un parti dénonçant avec virulence les « tares » du régime Balaguer ?

L'aveu de Nixon

Il se pourrait qu'un développement des luttes révolutionnaires soit de nature à inciter Washington à donner congé à Joaquín Balaguer. On sait que l'envoyé spécial du Président Nixon, M. Nelson Rockefeller, visitera Saint-Domingue en juillet prochain. Sans doute éclairera-t-il les propos tenus par le premier dirigeant américain à propos des rapports U.S.A.-Amérique latine et de la situation de « l'Alliance pour le progrès ».

« Aujourd'hui, a déclaré le Président Nixon, sept ans après l'appel lancé par le Président Kennedy aux nations de l'hémisphère pour qu'elles s'unissent dans un programme massif en faveur du développement économique, social et démocratique, l'Alliance est en train de s'effondrer... Le progrès social et économique ne répond pas aux né-

cessités actuelles... Le progrès démocratique est stoppé... Le fossé, déjà énorme, qui sépare le nord et le sud du continent ne cesse de s'élargir à une cadence inquiétante... Nous devons désormais mettre l'accent sur le commerce et non plus sur l'aide. »

Un seul remède pour l'Amérique latine selon le Président Nixon : exporter davantage ; donner des garanties aux capitaux étrangers acceptant de s'investir dans le pays. En clair, cela signifie que tout péril révolutionnaire devra être écarté, ou combattu. La gauche radicale dominicaine ne se fait aucune illusion. Elle sait que l'intervention ouverte des Américains se produira certainement s'il y a une chance que s'établisse un véritable régime progressiste dans le pays.

Et cette chance est d'autant plus plausible que, si les révolutionnaires dominicains sont comme partout divisés en sectes et groupuscules : pro-russes, pro-chinois, guévaristes, etc., les masses populaires dominicaines continuent d'avoir un attache-

ment profond pour le président déchu, Juan Bosch.

En dépit de l'exil, J. Bosch reste le leader, leader d'autant plus dangereux pour les oligarchies, car il a nettement « gauchi » ses positions depuis 1965. Aujourd'hui, Juan Bosch préconise une forme de régime qu'il appelle « dictature avec l'appui populaire » et que les gens du Pentagone nomment sans doute « socialisme ». Le P.R.D. de J. Bosch est puissamment enraciné dans les masses. Tactiquement, l'extrême gauche semble vouloir créer un « front uni » avec Bosch et ses amis. Elle voit dans l'avènement possible d'un second gouvernement Bosch le terrain à partir duquel la révolution socialiste pourra prendre un bon départ.

Il n'est pas déraisonnable de penser que Saint-Domingue occupera la première page des journaux d'ici peu. A Santiago comme à La Havane, les bouches commencent à murmurer de plus en plus haut le cri fameux : « La patrie ou la mort! ».

Juan Bosch : Dictature avec l'appui populaire

— Y a-t-il actuellement une situation « révolutionnaire » à Saint-Domingue ?

Le Régime Balaguer est-il « solide » ?

— Oui, il y a une situation révolutionnaire, si par cette définition on entend une situation de protestation générale qui se déroule dans un contexte de détérioration sociale, économique et politique. En général, toute l'Amérique latine se trouve dans un processus révolutionnaire, mais il n'est pas exagéré de dire qu'en République dominicaine il y a une aggravation des contradictions qui existent dans les autres pays latino-américains.

— De quelle façon l'impérialisme U.S. intervient-il à Saint-Domingue ?

— L'activité de l'empire du Pentagone est plus intense en République dominicaine que dans n'importe quel autre pays d'Amérique. On ne parle déjà plus de pénétration, parce que de fait ils ont pris possession du pays quand ils ont débarqué en avril 1965. Mais je peux vous donner ces renseignements : une entreprise pétrolière nord-américaine a obtenu par loi du Congrès la concession des deux tiers du pays pour y effectuer des sondages ainsi que le droit d'exproprier des habitants de terres privées, ce qui est une subrogation de la souveraineté nationale. Depuis et pour finir, on a donné à une firme nord-américaine l'administration d'une zone franche, industrielle et commerciale, ce qui est un autre acte de subrogation de la souveraineté nationale. Jour après jour on donne des concessions comme si le pays était un bien royal. Chaque département gouvernemental a ses « conseillers » civils, et

dans certains ministères ces « conseillers » occupent des étages entiers et possèdent des stations de radio pour communiquer directement avec les États-Unis.

— Préconisez-vous la « révolution » ? Quelle sorte de révolution ?

— A Saint-Domingue, comme dans toute l'Amérique latine, la révolution est prévisible dans les années à venir, car elle ne sera pas, évidemment, la révolution démocratico-bourgeoise, parce qu'il n'y a personne dans cette partie du monde qui veuille mourir pour ce que l'on appelle la « démocratie représentative », qui a échoué ici de façon continuelle durant cent cinquante ans. Quant à savoir ce que sera la révolution cela dépendra des conditions de chaque pays. Précisément, en ce moment je suis en train d'achever d'écrire la thèse de la « Dictature avec appui populaire », qui, à mon avis, sera la voie de Saint-Domingue jusqu'à la révolution.

— Si la révolution éclate, pensez-vous que les Américains interviendront directement ?

— Les États-Unis interviendront d'une manière ou d'une autre pour écraser n'importe quelle révolution en Amérique latine ; il est possible qu'ils puissent « éviter » la révolution, quelle que soit la force de celle-ci...

— Vous êtes écrivain. Pouvez-vous mener l'action politique et l'écriture ensemble ?

— Être à la fois écrivain et dirigeant politique est difficile à concilier avec le mode de vie de nos pays occidentaux, mais il ne semble pas que ce soit difficile en Chine ou au Vietnam. Mao Tsé-toung, Ho Chi-Minh sont des poètes, et de très fins poètes.

(Propos recueillis par André Laude.)

L'agonie d'une tradition

André Bielany

Boycott de l'agrégation ; pourquoi ? Peu connue du grand public, cette gardienne des traditions, cette clef du système universitaire français a beaucoup fait parler d'elle ces temps-ci. Vieille de plus de 150 ans, elle n'a pu tenir cette année contre des adversaires résolus, que grâce au renfort de centaines de policiers.

Officiellement, elle fournit chaque année un contingent de professeurs de lycée : 1.750 postes en 1969. C'est peu. Un autre concours moins difficile, le C.A.P.E.S., tend à la remplacer en sa mission initiale. Mais si des agrégés émigrent vers l'enseignement supérieur, ceux qui restent dans les lycées font figure d'heureux privilégiés à côté des Capésiens, moins payés pour un travail égal, et surtout des maîtres-auxiliaires, dont la situation est un véritable scandale dans l'enseignement secondaire. Où ils sont privés des garanties d'emploi et de formation. L'agrégation perpétue une hiérarchie injuste. Pour faire un métier difficile dans les meilleures conditions possibles, pour se « mettre à l'abri », les futurs enseignants estiment ne pouvoir réellement trouver leur salut que dans l'agrégation.

Un carcan pour être libre

Pour ces derniers, l'agrégation est un véritable carcan, comme pour d'autres qui n'ont même pas la vocation d'enseignants, mais qui sont cependant forcés d'enseigner parce qu'ils n'ont pas trouvé les ressources nécessaires à la poursuite de leurs études. Le seul moyen pour eux de se libérer, d'adoucir leurs contrats, serait de passer l'agrégation, avec peu de chances d'y réussir... un cercle vicieux.

Et l'on comprend ce paradoxe qu'ils soient les premiers défenseurs du concours.

Bien plus : seule « porte de sortie honorable » des Facultés de Lettres surtout, l'agrégation représente pour les uns la chance d'une réelle promotion sociale, pour les autres le moyen de préserver un héritage.

« Promotion sociale » parce qu'elle en donne le seul titre « monnayable ». On connaît le destin de nombreux agrégés qui ont « fait carrière ». L'avenir de l'agrégé, professeur à part entière, voire cadre supérieur, est libre.

« Le moyen de préserver un héritage », parce qu'elle permet aux « héritiers » (selon l'expression de Baudieu et Passeron), aux enfants d'universitaires, à ceux de l'élite intellectuelle, de prendre leur place dans leur caste d'origine. Elle est aux littéraires ce qu'est à d'autres un diplôme d'ingénieur, un doctorat de médecine. La voie de la carrière.

Maintenir l'agrégation, c'est consacrer et perpétuer l'inégalité des chances au départ, c'est démentir le réformisme le plus timide.

Cette critique globale de nombreux étudiants la font aujourd'hui sans renoncer pour autant, le moment venu, à passer l'agrégation. C'est tout simplement qu'il est difficile de renoncer à ses origines. C'est aussi, comme le montre la brochure « *Crève Salope* » publiée par le Comité National des candidats, qu'un étudiant façonné par l'individualisme inhérent à l'université, s'il pense pouvoir réussir, aura le plus grand mal à refuser l'épreuve et le succès. Bref, l'agrégation a beau passer pour ce qu'elle est, une institution vieillie qui perpétue l'étatisme propre à l'Université bourgeoise, elle n'en exerce pas moins un attrait indiscutable et insurmontable sans volonté, ni lucidité, ni générosité.

Or la lutte pour une université plus démocratique passe par la suppression de l'agrégation ; inversement, on ne saurait attaquer celle-ci sans s'appuyer sur la masse des étudiants, des enseignants conscients, voire des travailleurs.

Vers le boycott ?

Seule arme efficace, le boycott devait être envisagé : on voit maintenant les faiblesses d'un tel mot d'ordre. Même si les événements de Mai ont ébranlé bien des traditions, y compris celle de l'agrégation, la masse des agrégatifs, peu disposée à suivre un nouveau mouvement, en période de lassitude et de reflux, avait accepté de se préparer au concours. On en tire une double conclusion : les uns voulaient fermement le passer, les autres ne refusaient pas catégoriquement de le passer. A quelques exceptions près. Le boycott était, il faut le dire, une position difficile à tenir qui exigeait de chacun une démarche volontaire et individuelle. Tout au long de l'année, les agrégatifs ont semblé attendre les décisions d'une minorité résolue, et surtout des circonstances favorables, tandis que la masse des étudiants était indifférente à ce problème précis.

Problème depuis longtemps connu des ministres de l'Éducation Nationale : Fouchet, Faure en ont traité d'abondance. La suppression de l'agrégation a toujours été à l'ordre du jour.

De mai 68 à mai 69 après le reflux...

En mai dernier, à la faveur des circonstances, s'est créé l'actuel Comité National des candidats. Face à la menace de boycott, dans le cadre de sa politique de réformes, Edgar Faure s'engageait alors à reconsidérer les concours de recrutement. Il réunit pour cela une commission, mais dédaigna les représentants du Comité National des candidats. La commission piétina, gênée par les pressions de la Société des Agrégés, de hauts fonctionnaires,

d'inspecteurs généraux de l'Éducation Nationale, de professeurs réactionnaires, d'étudiants regroupés en un Comité de Défense des Concours. Tout ce beau monde profitait du reflux de la « contestation » des illusions participationnistes. Et puis des agrégatifs étaient au travail : état de fait irréversible. Pendant ce temps le Comité National des Candidats multipliait les réunions, les assemblées générales, d'abord confidentielles, puis de plus en plus animées dès le mois d'avril. Comme le mouvement en faveur du boycott gagnait du terrain sur la base des quatre revendications justes :

- Mode unique de recrutement ;
- Augmentation massive du nombre de postes mis au concours ;
- Liquidation de l'auxiliaariat : titularisation et formation continue ;
- Transformation des modalités et du contenu de l'enseignement.

Le ministre publia quatre jours avant le début des épreuves un projet de loi qui annonçait en effet un mode unique de recrutement, mais qui instituait une série de concours maintenant la hiérarchie des grades, des fonctions et des traitements (1). (Lire *Crève Salope*.)

Pour toute réponse, une nombreuse assemblée décida par 543 voix contre 94 le boycott.

Agrégation et répression

Le ministre répliqua, lui, par la menace. « Toutes mesures seraient prises pour assurer le déroulement normal des épreuves ». La presse fit largement écho. Europe N° 1, France-Inter firent chorus pour discréditer les boycotteurs et les isoler de leurs camarades et de l'opinion publique.

Le Comité National des candidats bénéficiait du soutien actif de l'UNEF et des C.A.L. et de quatre sections du S.N.E. Sup, mais il avait à soutenir l'assaut des directions nationales du S.N.E.S. et du S.N.E.Sup. apparemment peu intéressées par la critique de l'agrégation, plus conservatrices en la matière que le ministre, effrayées par tout mot d'ordre de couleur « gauchiste ». Un communiqué du S.N.E.Sup appelait même les candidats à une sorte d'action civique contre les tenants du boycott.

Pour tout bilan : Edgar Faure a tenu parole. Caméras de télévision dans les salles, appariteurs musclés, policiers autour des centres d'épreuves, gendarmes mobiles, rien ne manquait à la fête. Autre mesure : la dispersion des centres parisiens (des candidates à l'agrégation d'anglais ayant dû se rendre à... Brétigny-sur-Orge). Parfois des incidents : les candidats à l'agrégation de Lettres Modernes, rue de l'Abbé-de-l'Épée ont composé sous l'œil vigilant des gendarmes mobiles arme au poing. Boycott partiel, épreuves dénaturées.

A la bibliothèque Sainte-Geneviève, des incidents provoqués par la police ont entraîné un boycott... provisoire. Tentatives analogues et de succès divers à Boulogne, et rue de l'Abreuvoir chez les anglicistes. A Aix-en-Provence également. Et c'est bien tout. Parfois des agrégatifs, comme en témoigne une motion des littéraires de la rue du Banquier, ont manifesté leur solidarité (morale) et leur accord avec leurs camarades... sans boycotter. Partout ailleurs, le calme, voire l'indifférence, la campagne de diffusion, d'explication des mots d'ordre avait été insuffisante. Rien n'y a fait, même l'inégalité des chances pour des candidats préparés dans des conditions très différentes.

Succès relatif du boycott

Peut-on parler vraiment d'échec ? Non, parce que les objectifs avancés par le Comité national des candidats sont désormais mieux connus, parce que les contacts pris avec les organisations étudiantes, la campagne tardive menée pendant le concours permettent d'espérer une plus large prise de conscience, et en tout cas plus de solidarité.

Parce qu'enfin l'agrégation, loin de s'être déroulée « dans des conditions normales » s'est révélée vulnérable aux coups que peut lui porter une minorité d'enseignants et de candidats conscients. Aux coups de ses lauréats traditionnels : en ce sens le mouvement qui se développe dans les Ecoles Normales Supérieures ne doit pas rester sans effet.

Néanmoins le Comité National des Candidats est resté trop isolé : entretenu par une avant-garde qui n'est pas de « gauchistes » ou d'« aventuristes » comme on a voulu le faire croire, avant-garde il est vrai adaptée au terrain de bataille, il s'est exposé à l'accusation de « mandarinisme ». Son action gagnera en efficacité si elle s'appuie sur les éléments « progressistes » des syndicats d'enseignants, sur la masse des étudiants qu'il faut mobiliser afin de les dissuader de se préparer à tout concours qui perpétuerait l'actuel système de recrutement.

Et si l'agrégation sort déconsidérée de la bataille, rendons-nous à l'évidence ; elle aura tout de même eu lieu. Le pouvoir s'efforcera de la confirmer par tous les moyens. Simple, elle ne doit plus jamais avoir lieu, faute d'agrégatifs.

Menacée pour la première fois en mai 1968, l'agrégation devait l'être davantage en mai 1969 ; le combat mené contre ce concours clef du système universitaire est porteur de grandes promesses ; il contribuera à la transformation de l'université bourgeoise ; c'est en même temps le combat pour une société plus juste. Là encore, il continue.

(1) En gros, les concours sont répartis sur 4 ans de scolarité. Statut salarial indéterminé.

Les faits et les mythes

Henry Rosengart

Il est peu d'événements au Moyen-Orient qui ne soient prétextes pour réduire le problème palestinien à un affrontement entre l'Etat d'Israël et les Etats arabes environnants. L'abondance des détails qui nous sont communiqués par les agences de presse, toutes les fois qu'un duel d'artillerie ou une opération aérienne ou terrestre oppose l'armée israélienne à celle d'un pays limitrophe, contraste avec le défaut presque complet d'informations précises devant lequel nous nous trouvons lorsque — par exemple — les dirigeants palestiniens lançant un mot d'ordre de grève (comme ce fut le cas voici quinze jours).

Ne soyons pas surpris par un tel phénomène ; les dirigeants d'Israël et ceux des pays arabes ont au moins un intérêt commun : nier l'action autonome des masses palestiniennes ou en minimiser la portée ; continuer à faire des Palestiniens une « masse de réfugiés » ; tenir les Palestiniens non pas comme un **sujet** historique déterminant, mais comme un **objet** de négociations. L'apparent désaccord qui oppose Washington et Jérusalem sur la question de la « paix formelle entre Israël et ses voisins » et l'apparent soutien prodigué par Moscou aux capitales arabes témoignent eux aussi d'une volonté délibérée d'ignorer les véritables intéressés et de faire d'un problème bien moins compliqué qu'on ne croit une véritable toile d'araignée d'intérêts apparemment divergents.

Toile inextricable si l'on remarque au surplus (comme A. Scemama dans « Le Monde » du 20 mai) que « Washington serait cependant disposé à adopter le point de vue soviétique sur le problème des réfugiés notamment » (**notamment !**), « offrant ces derniers le choix entre le retour ou les indemnités. » L'énormité d'un tel choix est significative de la collusion croissante entre les deux super-puissances. Car on peut légitimement penser que personne, à Moscou ou à Washington n' imagine un seul instant que

les Palestiniens puissent accepter qu'on leur « offre » (1) un choix non seulement scandaleux (lorsqu'on sait **qui** est à l'origine du prétendu « problème des réfugiés...»), mais surtout absurde, puisque Israël refuse catégoriquement l'un au moins des termes de ce « choix » : le retour (au nom précisément d'une « loi du retour » non applicable aux Palestiniens !).

Il est rare que l'Histoire éclaire sous un jour plus saisissant les incroyables aberrations diplomatiques auxquelles peut conduire le refus (ici délibéré) de poser franchement l'énoncé d'un problème.

Dans cet invraisemblable fouillis créé de toutes pièces, où le moindre buisson prend les proportions d'une forêt et où la forêt est réduite aux dimensions d'un buisson, l'opinion publique occidentale ne peut que se perdre. Ce qui est un des buts de la manœuvre, car le grossissement journalistique de faits secondaires et la réduction des faits essentiels participent d'une mise en condition permanente à laquelle la plupart des capitales sont intéressées, et qu'il importe par conséquent de combattre sans relâche.

D'insurmontables contradictions

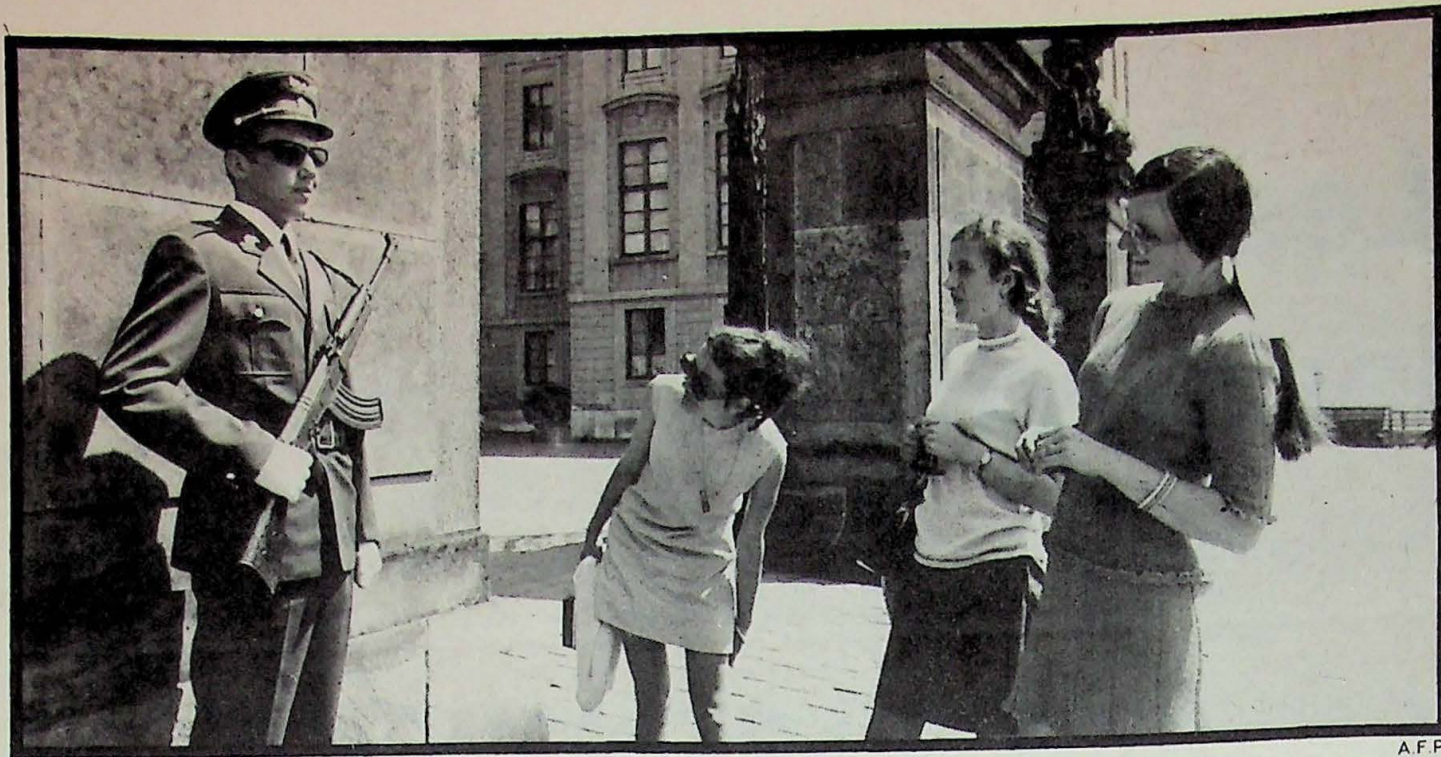
Un des premiers objectifs de la presse anti-impérialiste devrait donc être le rétablissement des vraies dimensions d'un problème qui, à mesure que les mois passeront, prendra une importance prépondérante sur l'échiquier mondial. C'est ainsi que les responsabilités essentielles de l'impérialisme anglo-américain et du sionisme dans ce conflit ne doivent jamais nous faire perdre de vue l'opposition croissante entre les masses populaires arabes et des gouvernements qui, du Caire à Beyrouth, penchent de plus en plus vers une « solution politique », c'est-à-dire vers la reconnaissance de la politique sioniste d'« établissement de faits accom-

plis » qui, selon les termes mêmes de Ygal Allon, vice-président du Conseil israélien, « est la meilleure garantie de frontières sûres que nous puissions obtenir, tout en laissant des options ouvertes en cas d'éventuelles négociations de paix. »

Coincés entre le développement du mouvement de masse palestinien, la nécessité politique d'aider celui-ci matériellement, la politique de représailles israélienne qu'entraîne une telle aide, la colère grandissante des peuples arabes après chacune de ces représailles, l'intention de plus en plus clairement affirmée à Jérusalem de conserver les territoires occupés, et enfin les pressions soviétiques et américaines, les dirigeants des pays arabes voisins d'Israël se trouvent aux prises avec d'insurmontables contradictions.

Les sanglants incidents d'avril dernier au Liban témoignent avec éloquence de la dégradation de leur situation : pour la première fois au Liban, un mouvement populaire s'est attaqué à la **classe** dirigeante de ce pays, laquelle classe, devant la gravité du danger, a fait bloc autour du gouvernement, mettant ainsi un terme à ses divergences internes et à ses conflits confessionnels pour ne plus songer qu'à la défense de ses intérêts vitaux. La violence extrême de la répression prouve qu'elle est désormais consciente que ses jours sont comptés, comme en sont conscientes d'autres classes dirigeantes dans d'autres Etats apparemment opposés à Israël.

Ainsi, en dépit des efforts communément entrepris pour perpétuer des images fausses et faire disparaître les faits derrière les mythes, les contradictions internes à une situation historique fondamentalement instable brisent peu à peu les illusions savamment entretenues et placent au premier rang ceux auxquels les classes dominantes refusent séculièrement tout droit à l'expression : les peuples qu'elles oppriment. □



A.F.P.

Tchécoslovaquie

Vers un néo-stalinisme à visage humain

Michèle Descolonges

Passés les premiers éblouissements de la rencontre avec Prague, on revient à la question que se posent les Tchèques depuis Jean Hüss : Pourquoi vivons-nous ?

A la sortie du film de Jásni, *Chronique morave*, qui vient par ailleurs de recevoir le prix de la mise en scène au festival de Cannes, le public pleurait. A plusieurs reprises on avait applaudi — fait inhabituel. Le film est projeté dans un des grands cinémas de Prague et dépend du circuit courant, c'est-à-dire est largement diffusé — il existe trois circuits de distribution : courant — pour les cinéphiles — pour les ciné-clubs. Le public n'était donc pas composé de spécialistes, et ses réactions révèlent bien l'état d'esprit de la population.

Un homme revient dans son village qu'il a quitté depuis plus de dix ans, il entre dans un café et demande : Avez-vous de la bière ? — Non. — Du vin ? — Non. — De la slivovice ? — Non. — Alors qu'avez-vous ? — Vodka !

Et le film se termine en interrogation : Nous allons manger ce que nous avons cuisiné... Mais qu'avons-nous cuisiné ?

Tout, à Prague, est interrogation. Que vont-ils inventer pour nous détruire davantage ? L'invention du moment c'est d'atteindre la colonne vertébrale. Il existe une censure qui s'exerce, entre autres, contre la presse. Cependant des articles sont incriminés et jugés

dangereux, et contre-révolutionnaires. Contre qui le gouvernement se retourne-t-il ? Contre la censure qui n'a pas fait son travail ? Non, contre le journal.

Il y a deux solutions, soit le journal est purement et simplement interdit — de nouvelles mesures ont été prises ces derniers jours —, soit on exige le remplacement du rédacteur en chef. Ainsi le journal *Květý* (un « Paris-Match » intelligent — 500.000 exemplaires) n'a-t-il plus de rédacteurs, ceux-ci refusant le rédacteur en chef imposé (Zelenka, à l'arrivisme bien connu) ont démissionné. A force quelques-uns commencent à se lasser : il y a la famille, les enfants, il faut vivre.

La presse étrangère n'arrive que lorsqu'elle ne parle pas de la Tchécoslovaquie : trois fois « l'Humanité » en une semaine.

La sortie de *l'Aveu*, d'Arthur London, un des inculpés des procès de 1956, était prévue pour le mois de juin. On doute maintenant que cela se fasse.

Le Piège

Pourtant c'est avec humour que l'on se raconte les plus affreuses nouvelles, ou les manœuvres invraisemblables de l'ancien ministre des Affaires étrangères qui pour faire alliance avec le centre se fait passer pour la gauche : il suffit de changer le sens des mots !

Bon nombre des intellectuels savent qu'ils sont surveillés, et connaissent à l'avance leurs motifs d'accusation : « Trotskyistes et contre-révolutionnaires », ajoutent : Heureusement, nous ne sommes pas juifs ! L'exemple de la Pologne est récent.

Effectivement Trotsky — critique du stalinisme, du centralisme — est prisé du courant libéral. Son nom suffit à condamner.

Peuple martyr diront certains en faisant un pèlerinage à travers Prague : sur la façade du *Rude Pravo* (quotidien du Parti communiste) on voit la trace des balles, près de la Moldau une pierre à la mémoire d'une femme abattue, dans un quartier populaire, il reste au-dessus d'une porte le début de la hampe d'un drapeau : sept chars soviétiques ont cerné la maison pour qu'il soit descendu, dans cette caserne était caché un des émetteurs clandestins. Peuple admirable : lorsque des journalistes sont entrés dans ce café en disant que l'armée soviétique les empêchait de sortir les journaux, les consommateurs se sont levés, ont été prendre les journaux dans leurs bras et sont partis les distribuer.

Les exemples ne manquent pas, et l'on est presque assuré de tomber dans le piège de la curiosité et du « voyeurisme ». Les Tchèques ne s'y trompent pas : vous parlez de nous, en France. Vous parlez aussi du Biafra, la

seule différence c'est que nous sommes blancs, nous vous intéressons davantage.

Si l'on parle en termes d'analyse politique on se sent indécent. Dresser une espèce de mémorial à la gloire des intellectuels tchécoslovaques, en citant leur nom dans un livre, comme cela a été fait, c'est encore satisfaire la curiosité du public français et donner contre eux un argument de plus au gouvernement.

Jamais on ne comprend aussi bien que le seul soutien durable à une lutte révolutionnaire, c'est la lutte en France pour le socialisme. Mais pas n'importe quel socialisme. Et l'une des questions qui est posée. Maintenant arrive en France une nouvelle génération, certains entrent au P.C.F., qui vont faire les mêmes erreurs que nous, être de farouches dogmatiques. Comment leur faire comprendre que nous nous étions trompés ?

Une autre exigence nous est faite : expliquer clairement que le socialisme est une lutte.

Du courage pour chaque jour

Le combat continue en effet en Tchécoslovaquie. A la suite des mesures répressives dans le domaine de la presse, une lettre circule dans tous les milieux, dans les entreprises, à la campagne, qui une fois signée est envoyée respectivement aux Assemblées tchèque et slovaque, et au Gouvernement central. Sans violence, les termes de protestation y sont fermes, et contrairement à bon nombre de pétitions et déclarations qui circulent dans les milieux intellectuels et autres, en France, cette lettre est une espèce de mise en demeure. On sait à Prague que telle usine de Bohême est prête à se mettre en grève : le tiers du pays en serait paralysé.

Les responsables des organisations de masses (syndicats, femmes, jeunes) ne reconnaissent qu'une seule politique : celle d'après janvier (1968). La tactique du gouvernement à leur égard est claire : ils cèdent ou sont démissionnés. Aussi certaines organisations se sont-elles décentralisées pour donner moins de prise. Ils disent : Il y a les sentiments que nous pouvons avoir, et puis il faut continuer.

A court terme, personne ne se fait d'illusions. Il ne sortira rien de la conférence de Moscou (voir l'article de Victor Fay dans « T.S. » de la semaine dernière). L'intervention soviétique tombera dans l'histoire. « Les poubelles de l'histoire », « L'histoire sera juge », toutes les expressions sont bonnes pour se trouver en dérision et oublier un moment que peu à peu s'instaure un néo-stalinisme amélioré, « à visage humain ». Pour vingt ans disent certains. Vingt de luttes, peut-être moins, pour faire la révolution. □

Les syndicats allemands entre l'intégration et l'opposition

Hans Dossman

Du 18 au 23 mai, a eu lieu, vingt ans après sa fondation, le VIII^e Congrès ordinaire du D.G.B. (Confédération des syndicats allemands). Depuis son dernier congrès, la situation en République fédérale a beaucoup évolué : la plus grande récession économique de la R.F.A., l'arrivée des sociaux-démocrates au pouvoir, le vote de la législation d'exception ont marqué cette période.

Crise à l'intérieur du syndicat

Dans le prologue de son compte rendu de gestion, la direction du D.G.B. exprime son désir, d'une part, de rendre compte de ce qui a été fait depuis le dernier congrès, d'autre part, de discuter des futures tâches du syndicat. En réalité, cependant, cette direction va chercher à éviter que ne soient abordés les problèmes ou que l'on prenne en considération les critiques formulées à l'encontre de la direction actuelle du syndicat.

Ces tentatives visent à masquer la crise dans laquelle se trouve le D.G.B. à l'heure actuelle et derrière les problèmes de réforme organisationnelle il est question de la place du syndicat dans le système économique et social de la R.F.A. : va-t-on vers son intégration dans l'actuel capitalisme « éclairé » ou s'avance-t-on vers la mise en œuvre d'une stratégie anticapitaliste à long terme ?

Cette crise avait atteint son paroxysme lors de la récession de 1966-1967, et les pertes de membres, le désintérêt pour l'action syndicale, la suppression de certaines fonctions syndicales n'étaient pas seulement causés par la rationalisation et la récession.

Trois attitudes face à la crise

Face à cette crise, trois attitudes se sont dessinées lors du congrès.

— Un groupe défendait le « statu quo », pensant que, vu qu'il y a toujours des hauts et des bas, tout pouvait bien rester dans l'état actuel des choses.

— Le deuxième groupe pensait que le salut consistait à ne pas se mêler de politique. Donc pas question pour lui de discuter des lois d'exception, des désordres créés par les jeunes... Il était plus important de s'intéresser aux questions de compétence, à la mise en activité de l'appareil. Il souhaite le calme, l'ordre, la stabilité et une délimitation des compétences politiques bien définie.

— Le troisième groupe a refusé d'accepter la défaite et le non-fonctionnement par la conservation du « statu quo » ou en évitant de faire des analyses d'ordre politique. Il a essayé de tirer des conséquences et faire des propositions d'ordre politique.

sujet à l'intérieur du syndicat. Le syndicat a refusé de faire grève afin de ne pas, comme le déclarent naïvement ses dirigeants, heurter « les principes de la démocratie parlementaire » en appelant à la grève contre une décision prise par la grande majorité



Il ressort donc de tout ceci qu'il ne s'agit pas de se contenter de réformes internes qui rendraient le D.G.B. plus fort, plus efficace, mais bien de choisir entre diverses conceptions du syndicat : il s'agit d'avoir tout d'abord une vue claire des buts, et les réformes organisationnelles viendront ensuite. Malheureusement, lors du court débat qui a eu lieu, on s'est contenté de vouloir améliorer l'efficacité du D.G.B. par des méthodes technocratiques.

D.G.B.-S.P.D. ?

Ce qui frappe tout d'abord dans l'activité du D.G.B., c'est sa timidité politique, sa peur de heurter le S.P.D. Lors de la récession par exemple, la politique du syndicat fut influencée en premier lieu par celle de la social-démocratie (S.P.D.) Ceci ne fut cependant pas discuté ni affirmé ouvertement lors du congrès, on parla tout simplement d'une « pression psychologique » qui obligeait le syndicat à se mettre au niveau du taux de salaires fixé par Schiller, le ministre de l'Economie. En outre, la résistance du D.G.B. aux fameuses lois d'exception fut purement déclaratoire : le peu qui fut tenté le fut sous la pression de certaines fédérations d'industrie et de certains ordres du syndicat. Il n'est ni question d'auto-critique, ni des divergences à ce

du Bundestag (Parlement allemand), mais parce qu'il aurait fallu faire grève contre le S.P.D. pour combattre ces lois d'exception, pourtant si néfastes aux travailleurs.

Une formule comme une autre de participation

D'autre part, la grande idée du D.G.B., la cogestion, n'est souvent qu'un mot. Certes, le mot d'ordre du D.G.B. lors du 1^{er} Mai était « la cogestion, c'est l'avenir » ; mais, outre que cette cogestion semble être avant tout l'affaire des représentants syndicaux et ouvriers dans les conseils d'administration, la « nouvelle conception » de la cogestion que propose la direction du D.G.B. semble être avant tout un renoncement au droit de contrôle. Cette direction n'exige-t-elle pas que « les intérêts des travailleurs deviennent partie intégrante d'une économie prévoyante et planifiée... ». D'après cette cogestion (le terme de « participation », au sens gaulliste du terme, serait sans doute plus exact), les intérêts des travailleurs sont satisfaits à partir du moment où il y a « une information à propos et détaillée donnée aux syndicats et aux organisations de travailleurs » et que « le droit de prendre posi-

tion et d'émettre des vœux est respecté ». Il n'est donc absolument pas question du droit de veto des syndicats vis-à-vis des décisions patronales, ni de la dépendance de ces dernières vis-à-vis de l'approbation des syndicats. La seule mesure correcte serait donc le contrôle ouvrier, c'est-à-dire le fait que les décisions, prises jusqu'alors par les seuls patrons, soient, dès lors, dépendantes des syndicats, représentants de l'ensemble des travailleurs, c'est-à-dire que l'on ait une réduction des pouvoirs (du patron, jusqu'alors tout-puissant. Mais, au lieu du contrôle ouvrier, la direction du D.G.B. s'en est tenue à un « échange d'informations réciproque », elle a refusé de créer une véritable force d'opposition.

Songeons à ce que serait une participation « gaullienne » imposée aux travailleurs par les syndicats et nous aurons une idée à peu près exacte de ce que le S.P.D. et le D.G.B. entendent par cogestion.

Autre trait du D.G.B. : la bureaucratie. La direction n'a-t-elle pas reproché à ses « gauchistes » d'avoir une conception de la politique dictée par « le dogme de la destruction de l'ordre social existant ». Et il est remarquable que la plupart des échecs viennent d'actions syndicales imposées autoritairement ou de conflits que l'on a cherché à éluder : souvent les syndiqués furent informés de décisions qui avaient été prises sans qu'ils aient pu en discuter les causes, les arrière-plans ou les alternatives.

La direction du D.G.B. a cherché à échapper à ces critiques en élargissant ses compétences afin de pouvoir réagir plus rapidement et efficacement : centralisation du pouvoir de décision, diminution des libertés de contestation à l'intérieur du syndicat...

En réalité, il ne s'agit pas seulement de réformes, mais d'un programme d'intégration des syndicats à la société allemande actuelle, d'où dépolitisation des syndicats et de la classe ouvrière (c'est d'ailleurs la ligne du syndicat depuis sa défaite de 1952 à propos de la loi sur l'organisation des entreprises) et désintéressement des travailleurs vis-à-vis du syndicalisme, incapable de leur offrir de perspectives.

Pour une stratégie offensive

Cependant chez les jeunes syndiqués se dessine un mouvement de rénovation du syndicalisme et,

bien qu'encore marginal, il fait de nouvelles propositions en vue de lutter contre l'autorité illégitime, pour le contrôle ouvrier, voire l'autogestion au vrai sens du terme. Il a été question tout d'abord de mesures offensives en vue d'imposer un programme d'action à court et moyen terme face à une possible récession. D'autre part, de nombreux syndicalistes ont insisté sur le fait que le D.G.B. ne doit pas seulement prendre en considération les intérêts économiques immédiats, mais aussi les intérêts sociaux des ouvriers ; si les syndicats se soumettent aux décisions des instances politiques et se contentent de critiques de détail, ils perdent leur fonction de représentants indépendants d'intérêts. Ils doivent donc opposer aux plans du gouvernement des programmes d'alternative qui (cas de Berlin) contiennent des réformes de structure, propres à faire éclater le cadre de la société capitaliste. Ainsi, on ne devra plus se contenter de prier Schiller, lequel, précisément, vient de se vanter d'avoir dompté les syndicats.

Déconcentration

Cependant, ce que propose surtout ce courant novateur, c'est une réforme du D.G.B., non par le sommet, mais par la base : seuls une plus grande part des syndicalistes aux discussions et aux décisions, un droit de contrôle et d'action plus étendu de la base sur le sommet peuvent donner à la direction l'appui et le dynamisme nécessaires.

Ainsi, c'est entre les syndiqués que l'on devra décider quelle sera, après les vingt premières an-

nées d'existence, la politique du D.G.B. pour les cinq ou dix années à venir. Cela afin d'empêcher que l'on ait une centralisation excessive des centres de décision et des « réformes uniquement technocratiques » et d'amener les syndicats à jouer un rôle social autonome vis-à-vis de l'Etat, des partis et du patronat, à œuvrer pour une transformation de la société par le contrôle ouvrier, des réformes de la formation, l'ouverture et la coopération internationales, à faire en sorte que les syndiqués soient sans cesse prêts à l'action et que des alternatives soient proposées à la planification étatique dans les domaines économique, social et culturel.

On voit ainsi toute l'importance de la lutte qui se mène à l'intérieur du D.G.B. entre les forces nouvelles et les bureaucraties dirigeantes sclérosées, désireuses avant tout de conserver le « statu quo » social : l'enjeu de cette lutte c'est l'intégration du syndicalisme ou sa transformation en une véritable force d'opposition, la repolitisation des masses salariées et le renoncement à la politique de sommet de la direction avec le patronat et le gouvernement. Tout dépend du rapport de forces à l'intérieur du D.G.B., et, si le courant novateur l'emporte, ainsi la crise pourra être surmontée et « ainsi seulement pourra se former, à la place de la participation sociale qui est pratiquée au détriment des travailleurs, une force d'opposition qui seule pourra, dans le futur également, préserver l'autonomie des syndicats » ainsi que le déclare un des porte-parole de ce courant. □

Répression au Mexique

En avril 1966, les militants trotskystes Adolfo Gilly, Oscar Bruno Fernandez et Teresa Confreta de Fernandez, de nationalité argentine, étaient arrêtés avec 13 autres de leurs camarades mexicains et rendus responsables des mouvements étudiants de l'époque, de l'occupation de l'université autonome de Mexico, de la démission du recteur. Ils sont depuis cette date maintenus en prison.

C'est le 18 avril dernier, soit trois ans, presque jour pour jour, après leur arrestation, que leur a été notifiée leur condamnation : Oscar Fernandez Bruno, ouvrier métallurgiste, est condamné à 8 ans et 6 mois de prison pour conspiration, atteinte à la Loi sur la Population et falsification de timbre ; Adolfo Gilly, journaliste, est condamné à 6 ans et 6 mois pour conspiration et atteinte à la Loi sur la Population, Teresa Confreta de Fernandez, ouvrière, à 5 ans et 3 mois pour conspiration et atteinte à la Loi sur la Population. Ces condamnations ne permettent aucune mise en liberté sous caution, la Loi pré-

voyant une telle possibilité pour des condamnations inférieures à 5 ans.

Les emprisonnés, dans un document sur leur défense, attirent l'attention de l'opinion démocratique mondiale sur le fait qu'il s'agit purement et simplement d'un procès d'opinion et qu'aucun délit ne peut être retenu justifiant de poursuites légales et conformes à la Constitution. Il s'agit là de mesures arbitraires allant à l'encontre des traditions démocratiques et révolutionnaires du peuple mexicain.

Dans quelques semaines doit s'ouvrir le procès en appel et il est de la plus grande importance que l'émotion et la protestation de l'opinion mondiale contre de telles violations des droits démocratiques, de la liberté d'association, d'opinion, se fassent entendre à Mexico. C'est dans ce but qu'est envisagé le voyage d'un avocat français, au nom des avocats progressistes d'Europe occidentale, à Mexico, afin de faire entendre directement dans la presse, auprès des juges, de l'administration, du gouvernement mexicain, la protestation que cet arbitraire a soulevée dans l'opinion en Europe occidentale. □

Athènes

Couve complice de Papadopoulos

En période électorale et sous présidence intérimaire, le gouvernement français adresse une invitation officielle au ministre de Coopération de la junte grecque, le colonel Makarézos, pour assister à l'exposition aéronautique du Bourget. Il s'agit du premier voyage officiel de ce ministre, frappé jusqu'alors de l'isolement dont la junte est l'objet.

Selon des informations qui peuvent être vérifiées auprès de la délégation grecque à l'O.C.D.E., cette invitation est liée à des négociations importantes, déjà entamées, dont l'objet serait les investissements français en Grèce.

En effet, mercredi passé, le secrétaire grec d'Etat à la Coopération, M. Rodinos Orlandos, qui faisait un discret séjour à Paris, a signé un protocole d'accord aux termes duquel le gouvernement français accordait au gouvernement des colonels un prêt s'élevant à 55 millions de dollars. La

nouvelle a paru dans toute la presse grecque d'hier, 25 mai. Ce que la presse grecque ne cite pas, c'est qu'à travers ce prêt sont financés certains contrats extrêmement lucratifs pour certaines grosses entreprises françaises. Par exemple M. Rodinos avait signé également pendant son séjour à Paris un premier accord pour l'installation par la société Alsthom, en Grèce, de deux unités thermiques d'une puissance de 300 et 360 mégawatts. Il s'agit vraisemblablement de la première étape d'une transaction importante, que M. Makarézos aurait à négocier au cours de sa prochaine visite officielle en France. Etant donné l'empressement du gouvernement français à accorder un prêt à la Grèce et ceci en période électorale et transitoire, il serait peut-être intéressant de savoir quels sont les groupes d'intérêts concernés par ces transactions. □

LE CLUB JEUNESSE ET CULTURE

11, rue Vernier - Paris (17^e) - Tél. : 380-73-38

Vous offre la possibilité de vous rendre aux Etats-Unis cet été, soit par avion, soit par bateau, au prix forfaitaire de 500 FRANCS.

PAR BATEAU

Le club a affrété le S.S. « Ryndam », équipé des installations les plus modernes (air conditionné, piscine, salle de théâtre, activités sportives, etc.).

Le S.S. « Ryndam » peut accueillir 980 passagers à bord, en cabines de 2, 3 et 4 lits.

DATE DE DEPART :

21 JUIN au départ du HAVRE ;
28 JUIN arrivée à NEW YORK.

CONDITIONS :

500 FRANCS par personne pour la traversée du HAVRE à NEW YORK, en pension complète, pour logement en cabines à 4 couchettes.

RETOUR NEW YORK-FRANCE

PAR BATEAU :

S.S. « Ryndam » 11 AOUT 1969 de NEW YORK au HAVRE.
19 AOUT 1969 arrivée au HAVRE.

CONDITIONS :

500 FRANCS par personne pour la pension complète. (Pour les réductions et suppléments, voir les conditions mentionnées ci-dessus.)

Musique russe

Bernard Sizaïre

Si les concerts du Festival de musique russe ont confirmé la qualité des interprètes soviétiques, au premier rang desquels il faut citer le violoncelliste Rostropovitch dont le merveilleux talent est fait de fervent et d'humanité profonde, la plupart des œuvres entendues pour la première fois en France ont témoigné d'un rare conformisme.

Il semble que rien n'ait changé depuis que Idanov développait, devant les représentants de la musique soviétique au comité central du parti, les thèses qui paralysèrent l'activité créatrice des musiciens de l'U.R.S.S.

Seules découvertes excitantes : des œuvres vocales des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles ! La musique contemporaine s'est caractérisée par sa platitude. Aucune nouveauté, aucune hardiesse ! Des flons-flons qui auraient fait bailler Tchaïkovski lui-même. Les compositeurs of-

ficiels, membres, secrétaires ou présidents d'honorables académies, nous ont abreuvé d'une pseudo musique de genre, néo-folklorique où l'inspiration populaire ne parvenait jamais à faire éclater les conventions d'écriture et la pauvreté d'idées.

On oublierait vite les Khrennikov, les Sviridov et autres Hadjibekov, on excuserait leur folklore empesé s'ils n'étaient les produits et les agents d'une conception artistique parfaitement rétrograde qui considère toute recherche comme une tentative de « corruption de la conscience musicale des jeunes générations ». Cette phrase de Kababoski, qui sent à plein nez son Marcellin, permet d'amalgamer les recherches esthétiques à la décadence idéologique de la bourgeoisie et fait de Schönberg un complice objectif de l'impérialisme américain. Si, au moins, ces chiens de garde de

musique bien pensante avaient une once de talent !

Heureusement qu'il y avait Prokofiev. Il était bon d'entendre dans les marécages insipides de la musique soviétique ces harmonies drues, ces rythmes fougueux, ces couleurs sauvages qui faisaient enfin respirer et battre le cœur. Avec Alexandre Nevski, le festival se justifiait, avec Ivan le Terrible surtout, dont un chef fulgurant (Youri Temirkanov), à la tête d'un orchestre survolté, donnait une interprétation de haute volée.

On ne pouvait, certes, se maintenir sur ces sommets. Il eut cependant été intéressant d'entendre quelques jeunes compositeurs soviétiques, puisque l'on nous dit qu'ils existent, à la place de ces notables solennels et décorés qui doivent monopoliser les sièges douillets des académies de musique. □

(1) Théâtre de la Ville à Paris.

A écouter

● **BERLIOZ. Roméo et Juliette.** Abordant le drame de Shakespeare dont la représentation l'avait tant bouleversé quelques années plus tôt, Berlioz pouvait hésiter entre un opéra traditionnel affadissant les fureurs shakespeariennes ou rechercher des équivalences purement musicales à ce monde vertigineux. Il a donc choisi d'écrire une vaste symphonie dramatique pour chœurs, solistes et grand orchestre. L'audace de l'écriture et de la conception en font, à mon avis, l'œuvre maîtresse de l'auteur de la Fantastique. Rarement joué, jusqu'à ce que Maurice Béjart en donne une version chorégraphique si vigoureuse et si fortement populaire, Roméo trouve en Colin Davis à la tête de l'orchestre symphonique de Londres, un de ses meilleurs interprètes. Sans posséder la musculature de Charles Munch, il met en évidence par son dynamisme et sa subtilité tout ce que la musique moderne doit à Berlioz. (Philips, 1 coffret de 3 x 30 cm).

● **Franck MARTIN. Golgotha.** Ce musicien suisse, presque octogénaire, longtemps méconnu en France, s'attaqua en 1945 à un sujet qu'aucun compositeur n'osait plus traiter depuis Bach : La Passion du Christ. Musique évidemment religieuse qui ne perd pourtant

pas de vue d'événement humain et fait du Christ un personnage dramatique attentif aux affaires de ce monde. (Cf. Le discours du temple).

L'ambition était grande. La réussite est-elle totale ? Je ne le pense pas. Penderewski avec un langage plus agressif et plus diversifié a su relier depuis le mystère de la Passion aux grandes hécatombes contemporaines, alors que le souci historique de Martin frôle un archaïsme discutable. Par contre il faut rendre hommage à la beauté d'un lyrisme contenu, à la simplicité de la déclamation qui s'inspire à la fois de Debussy et de Moussorgsky. Œuvre inégale donc, à l'écart des grands courants modernes, mais sincère et solide. (Erato, 1 coffret 2 x 30 cm).

● **CHOSTAKOVITCH. Concerto n° 2 pour violon et 6^e symphonie.** Je ne suis pas toujours tendre pour Chostakovitch dont le monumentalisme et le lyrisme conventionnels m'ennuient souvent. Je n'en suis que plus à l'aise pour recommander ce disque. Si la 6^e symphonie est plus simplement touchante que tant de ses grosses machines, c'est surtout au 2^e concerto pour violon que vont mes suffrages. Répudiant toute virtuosité gratuite, Chostakovitch parle enfin un langage personnel discrètement pathétique et

proche de la confiance. David Oistrakh, le meilleur violoniste d'aujourd'hui, exprime avec une noble virilité les états d'âme d'un musicien, qui, redécouvrant en 1967 les ambiguïtés et les contradictions du monde, compose une de ses œuvres les plus originales. (Chant du Monde, 1 x 30 cm).

● **Karl Amadeus HARTMANN. Symphonies 4 et 8.** Ces 2 symphonies viennent à point pour faire mieux connaître un musicien prématurément disparu à 58 ans, il y a dix ans. Considéré comme le dernier symphoniste allemand, Hartmann n'est cependant pas un conservateur. L'austérité de sa 4^e symphonie doit beaucoup à certaines pages de Bartok. Dans la 8^e pour grand orchestre, qui utilise abondamment la percussion et fait intervenir énergiquement les cuivres, on oscille constamment entre un lyrisme spontané toujours sous-jacent et les découvertes stylistiques du dodécaphonisme.

Hartmann, prisonnier des formes traditionnelles qu'il destinait à organiser son inspiration généreuse, n'a pu prolonger l'héritage de Webern. Il n'a manqué qu'un peu d'audace à son talent vigoureux pour s'épanouir pleinement (Deutsche Gramophon. D.G.G. 1 x 30 cm).

B.S.



J'en appelle à cent mille hommes

Jean Coin, ancien rédacteur en chef de l'hebdomadaire du P.C.F. « France Nouvelle », exclu en juin 1968 pour ses prises de position en faveur du mouvement de mai, vient de publier un ouvrage qu'on ne saurait trop recommander. Il a toutes les qualités humaines et intellectuelles qu'on peut attendre d'un militant d'origine ouvrière entièrement dévoué à sa classe et qui, de surcroît, a fait ses écoles dans la clandestinité, puis dans le labeur militant quotidien. Jean Coin ne s'est pas laissé broyer par les mécanismes bureaucratiques comme tant d'autres, il a su, au contraire, conserver sa liberté de jugement et de réaction.

Son opposition à la direction du P.C.F. pour avoir éclaté au grand jour en mai 1968, est ancienne. Jean Coin, rédacteur en chef d'un organe politique important s'est préoccupé très tôt de l'expression extérieure du parti et de sa liberté d'expression intérieure. Il était par conséquent préparé à récuser en mai 1968 la fin

de non recevoir opposée par la direction du P.C.F. aux aspirations des étudiants et des couches les plus combattives de la classe ouvrière. Pour lui le mouvement de mai ne pouvait pas être réduit à une poussée de fièvre accompagnée d'une vague de revendications ouvrières.

Dans son esprit, il s'agissait bien plus d'une crise de régime, d'une occasion à exploiter contre la bourgeoisie. C'est pourquoi une grande partie de son livre est consacrée à une critique dévastatrice des conceptions stratégiques et tactiques de la direction du P.C.F., prisonnière de son opportunisme électoraliste et de sa volonté d'éviter toute auto-critique. Jean Coin a des passages très durs, mais ô combien justifiés, sur la façon qu'a le bureau politique d'escamoter le problème de l'Etat capitaliste, de diluer les frontières de classe.

Il termine sur un appel motivé à la tenue d'un congrès extraordinaire du P.C.F. pour repartir sur un bon pied.

Pierre Gautier.

Rosa Luxembourg : œuvres

Grâce à d'excellentes traductions de notre camarade Irène Petit et de Claudie Weil, et grâce à l'initiative de l'éditeur François Maspero, plusieurs œuvres importantes de Rosa Luxembourg sont maintenant accessibles à un très large public. Il s'agit de « Réforme sociale ou révolution », de « Grève de masse, parti et syndicat » et des derniers écrits politiques consacrés à la révolution russe ainsi qu'à la révolution allemande avortée de 1918-1919.

L'éventail des œuvres présentées est sans doute insuffisant pour faire revivre dans toute son envergure la grande révolutionnaire. Mais tous ceux pour qui, jusqu'à maintenant, Rosa Luxembourg était seulement un nom pourront découvrir dans ces deux volumes une pensée d'une très grande densité mais aussi d'une très grande clarté. Les polémiques contre Bernstein,

contre les dirigeants syndicaux conservateurs n'ont rien perdu de leur actualité, pas plus que la discussion avec Lénine et Trotski sur les problèmes de la dictature du prolétariat.

Signalons enfin que les introductions historiques d'Irène Petit et Claudie Weil contribueront beaucoup à replacer les œuvres ici traduites dans un contexte intelligible.

Rémy Grillault.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin

ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Cérémonie
secrète



Théâtre universitaire et théâtre politique

Dominique Nores

Je reconnais avoir eu pendant longtemps une prévention contre le théâtre amateur. Il me semblait se distinguer surtout du théâtre professionnel par son manque de technicité : de jeunes bourgeois montaient sur la scène se faire plaisir. Ouvert tout grand à l'autosatisfaction des familles qui n'avaient que trop tendance à voir dans leur progéniture son génie absent, le théâtre des Collèges et Lycées sous la Quatrième et la Cinquième République n'a guère été bon — sauf exceptions — qu'à faire naître des vocations hasardeuses vers une profession déjà tellement encombrée que tout encouragement de complaisance est un crime.

Depuis quelques années, la situation a changé. Les jeunes gens se rendent mieux compte des difficultés auxquelles se heurtent les comédiens débutants et envisagent souvent le jeu dramatique qui les tente comme un à-côté de leur vie professionnelle.

Alors, l'initiation qu'ils ont pu recevoir dans leur temps de scolarité prend son vrai

sens. Moyen de saisie des œuvres, le travail effectif sur le plateau est un moyen d'appréhender le jeu même et la technique de l'art dramatique de l'intérieur. On peut comparer ici l'enseignement du théâtre à celui de la musique (à cela près que celui de la musique est généralement donné par des professeurs qualifiés, celui du théâtre par des professeurs de Lettres, incompetents en matière théâtrale).

Peu importe si, des années durant, le violon grince ou si le piano pianote. L'adolescent, soumis à une discipline, peut ensuite lire une partition. Au théâtre, il y a, en plus, le plaisir de jouer.

Il faut dire que, d'année en année, les conditions du théâtre amateur, dont celles du théâtre scolaire, évoluent. L'art des professionnels le pénètre. Cela en partie parce que quantité de comédiens sans emploi sont devenus des instructeurs (particulièrement de la Jeunesse et des Sports) et que les établissements scolaires s'ouvrent à une formation par le

geste qui pourrait saisir l'enfant dès l'école maternelle.

Sur ce point, il nous faudra revenir. Il y a à la fois un avantage certain, qui consiste à rendre l'individu possesseur de son propre corps, et un danger, celui de mettre le théâtre amateur — normalement plus spontané — à la remorque du théâtre professionnel.

Il nous faudra revenir aussi sur une fonction du théâtre amateur, soupape d'une machine sociale devenue de plus en plus inhumaine, et qu'il est extrêmement important de voir à l'œuvre dans les Maisons de Jeunes et les Foyers de jeunes travailleurs. « Dans une société où se développent de plus en plus ce que les Américains appellent les activités presse-boutons, écrit Georges Friedman, et où, par conséquent, l'homme est menacé d'une situation de plus en plus passive, le danger principal est que l'homme cesse d'être un participant. Si le théâtre doit avoir un rôle à jouer, c'est qu'il est capable par nature de

maintenir le contact avec l'homme... Il possède, face à l'avenir de notre société, un privilège immense : rien ne pourra le mécaniser. Le miracle du théâtre, c'est cet entremêlement des présences humaines dans un fait unique, cette continuité de la salle à la scène... L'homme qui fait du théâtre, de plus, peut retrouver le contact direct, vivant, avec le matériau... Communion de l'homme avec l'homme, contact vivant avec la matière, le théâtre est le plus riche des loisirs actifs. »

**

Le Théâtre Universitaire est une forme du théâtre amateur. Il s'est développé en France dans cette dernière décade au point qu'il y a, semble-t-il, au moins une troupe par ville de facultés. Une organisation nationale (la F.N.T.U.) tâche de leur procurer de meilleures conditions de jeu et l'occasion de réfléchir ensemble à leurs possibilités et aux buts qu'elles s'assignent.

Ce que Nancy a révélé pourtant, c'est l'infériorité du T.U. français par rapport aux groupes universitaires étrangers, autant sur le plan de l'expression et de la valeur artistiques des spectacles que sur celui de leur volonté de prise sur le monde. Deux manifestations incitent pourtant à penser que la spécificité du Théâtre Universitaire pourrait bien être dans la saisie rapide, valable pour le moment même, d'une situation politique en mouvement, situation politique qu'il est plus capable que toute autre formation d'acteurs de com-

prendre et d'analyser vite pour, ensuite, visiblement, l'indiquer. Ce sont les représentations de *Les Horaces et les Curiaces*, par le T.U. de Nancy (1), et *La République des honnêtes gens*, par la troupe de l'Aquarium (2).

les Horace et les Curiace

Brecht destinait sa pièce aux enfants parce qu'ils avaient traduit Tite-Live en classe et qu'ils savaient tout sur ce combat de Rome et d'Albe dépêchant chacune trois héros pour vider leur querelle. Il plaisait à Brecht de tirer un enseignement de cette situation. La pièce est de 1934. Elle montrait comment les peuples pouvaient s'opposer, s'ils le voulaient, à la montée du fascisme. Avoir les meilleures armes, les plus chères (ce qui est le fait des *Curiaces*) ne signifie rien, si l'on ne réfléchit pas à l'usage des armes. Si le dernier Horace, épuisé, est tout de même le vainqueur, c'est qu'il représente une capacité d'invention, de détermination de l'esprit, en face des schémas traditionnels de pensée — ce qu'on a appelé la « ruse » brechtienne — mais appuyé sur les vertus d'équilibre et d'organisation d'un groupe social qui sait exactement quel combat il mène et pourquoi.

Mise en scène par Jean Jourdeuil (qui était à Chalon-sur-Saône le « dramaturge » de la *Noce chez les petits-bourgeois*), la pièce paraît aujourd'hui entre tant d'autres, comme une illustration du conflit du Vietnam. Mais, ce qui fait l'originalité de la représen-

Déclaration des étudiants de Colombie

Le théâtre n'est pas pour nous un substitut de l'activité politique. La politique est une action concrète qui a ses moyens propres. Le théâtre est une autre forme d'action.

Comme toute activité humaine, il a des répercussions politiques. Si les acteurs et le metteur en scène n'en sont pas conscients et ne prennent pas la responsabilité de ses conséquences politiques, elles n'en existent pas moins ; simplement, le spectacle trahit leur attitude politique au lieu de l'exprimer. Nous ne croyons pas qu'il existe de théâtre apolitique.

Théâtre politique donc — nous acceptons l'étiquette dans la mesure où elle caractérise le travail d'une troupe qui, dès le départ, c'est-à-dire dès le début du montage, prend la responsabilité de son engagement. Ce ne sont ni les idées de l'auteur, ni celles du metteur en scène qui donnent au spectacle sa définition. Mais essentiellement la façon de vivre du groupe, son attitude humaine, les relations de ses

membres entre eux et la façon dont le groupe se situe et travaille dans la société.

Il y a fondamentalement deux manières d'envisager le travail de création artistique. L'une qui considère que l'on possède la vérité, soit idéologique, soit artistique, et qu'on la donne ou l'impose (on peut alors écraser le public du haut de sa supériorité ou par la perfection de ses moyens techniques). L'autre façon voit dans le théâtre un moyen d'expérience commune et s'adresse dans chaque spectateur à ce qui, en lui, résiste à la grande machine du pouvoir autoritaire et totalitaire. Dans ce cas, les acteurs invitent les spectateurs à vivre une expérience, au cours de laquelle ce noyau humain qui existe en eux, quelle que soit leur situation dans la vie réelle, leur devient conscient. Ainsi le spectacle peut-il les amener à agir différemment ensuite dans leurs différentes activités, et particulièrement dans leur activité politique.

D.N.

tation, c'est l'humour qui préside à cette illustration et la possibilité de partir de la situation décrite pour réfléchir à un comportement des nations qui, plus largement que l'individu, font partie de ce monde transformable et dont les principes d'action doivent être discutés.

Jean Jourdeuil saisit Brecht à la source du sourire. Traitant les Curiaces à la manière de Patrice Chéreau et les Horaces à celle du Berliner Ensemble, il apporte tout son soin à décrire deux sociétés, celle qui n'a pas de cesse qu'elle n'ait gommé en elle toutes divergences, les conflits extérieurs servant à réfréner les conflits sociaux internes, et celle qui, au contraire, s'interroge, s'applique à décrypter l'image trompeuse du monde et, avançant de situation en situation, est tenue vivante par ses contradictions mêmes et l'effort de transformation rationnel qui naît d'elles.

Bouvard et Pécuchet

Même tentative de la part de l'Aquarium pour saisir la société actuelle au bond. Le point de départ de son travail est le chapitre VI du roman de Flaubert qui montre ses héros pris dans le contrecoup de la Révolution de 48. Remarquable travail de lecture et d'écriture collectives. En est sortie une version de l'œuvre très sûre dans son mouvement dramatique, signifiante dans sa ligne générale comme dans chacun de ses personnages et plus flaubertienne, oserait-on dire, que si Flaubert l'avait écrite : la troupe de l'Aquarium fait avancer les deux « intellectuels de gauche », que sont pour elle Bouvard et Pécuchet, en accord avec les forces révolutionnaires, avec l'enthousiasme et la générosité — Maurice Nadeau dit : le besoin d'absolu — qui caractérisent aussi les deux personnages les plus curieux que Flaubert ait inventés jusqu'à ce moment où ces forces les rebutent (ils ne sont ni des ouvriers ni des patrons ; alors, qui sont-ils ?) et où leur réaction est celle qu'ils ont eue devant leur culture infructueuse des melons : ils laissent tomber ; si bien que leur milieu, réactionnaire-bourgeois, les récupère.

« Ici, dit Maurice Nadeau (3), il ne s'agit plus de rire aux dépens du voisin, c'est l'honnête [spectateur] qui est pris pour cible et qui, obligé de descendre en lui-même, devra se mettre à la question s'il ne veut pas passer à ses propres yeux pour un lâche. » Du moins sur le moment le fait-il très agréablement, au cours d'une représentation rendue plus drôle par le contrepoint ironique de la musique, mais dont l'intention est sérieuse.

(1) Après la présentation : Nancy, le T.U. joue en tournée dans des villes de l'Est.

(2) Quelques représentations seulement ont eu lieu à Paris : L'Aquarium cherche une salle.

(3) *Gustave Flaubert écrivain*, par Maurice Nadeau. « Dossiers des Lettres Nouvelles ». Denoël éd.



INEMA

Z, suite

Jean-Luc Pouillaude

« Z », grand prix du festival de Cannes ! C'est tout à fait logique, tant il est vrai que le système se doit de reconnaître et de mettre en valeur ses plus sûrs produits. « Z » n'est pas un accident dans l'actuelle production cinématographique, mais au contraire l'expression idéologique d'une certaine mentalité qui consiste à exploiter des données politiques pour les réduire à l'état d'objet de consommation rassurant et anodin. Refuser « Z », c'est, d'un point de vue strictement politique, réagir contre l'une des formes les plus pernicieuses de récupération du système capitaliste. C'est certainement être schématique. Mais, si ce schématisme permet de démonter un mécanisme implicite de falsification, de réduire une esthétique frelatée à ses postulats bourgeois, de grâce, que n'avons-nous été schématique plus tôt ! Pour tous les réformistes, ce schématisme est certainement dangereux car, précisément, il brouille leurs ficelles, de même qu'il les attaque sur leur terrain avec leurs propres armes. Un fait irréductible demeure : il n'y a pas, il ne peut y avoir d'œuvre révolutionnaire à l'intérieur du système*. Le cinéma politique est marginal dans la mesure où le système fonctionne de façon répressive.

Je n'en veux pour preuve que deux films récents qui, dans l'illustre lignée de « Z », se servent de la politique. Dans « Point noir », Jules Dassin plaque malhabilement le thème du « Mouchard » (de O'Flaherty), déjà utilisé par John Ford, sur les luttes de libération des Noirs américains. Après le meurtre de Martin Luther King, des militants noirs passent de la non-violence à la résistance active. L'un d'eux trahit et livre son chef à la police. Il y avait là bon nombre d'éléments passionnants pour réussir un excellent film didactique. Mais Dassin tombe très vite dans les stéréotypes des oppositions tranchées : grand bourgeois libéral et réformiste (du type King), leader extrémiste déterminé à la lutte armée (du type Carmichael). Le résultat est navrant car Dassin, fidèle à une conception théâtrale du cinéma psychologique, verse dans

le mélodrame apitoyé où les effets sont combinés en vue d'un spectacle. La lutte révolutionnaire est théâtralisée au point d'être réduite à des affrontements psychologiques où chaque personnage représente une idée. Cependant, en de brefs éclairs, de ce film raté et lourd, surgit une sourde poésie : celle des images métallisées des ghettos noirs...

« A quelques jours près » d'Yves Ciampi est un cocktail mondain. Dans un grand verre bien frappé, vous versez un peu de révolution de mai (c'est très simple : il suffit d'aller dans n'importe quelle A.G., ou à l'historique piscine de Nanterre, et de filmer minets et minettes ; sans oublier deux ou trois minutes de barricades), beaucoup de printemps de Prague (vous vous rendez à l'Université du 5 mai pour filmer une ou deux partouzes étudiantes, vous vous balladez dans la folklorique ville aux horloges et ramenez ainsi de belles cartes postales), vous brassez bien (on peut facultativement ajouter à la dernière minute un peu d'érotisme : une scène de lit ou de baignoire, un sein entrevu) et le tour est joué. Le résultat ? Mais un film politique, voyons ! Sans revenir sur la façon dont mai est utilisé, remarquons simplement que l'image réactionnaire que Ciampi nous donne (naïvement ou délibérément ?) du printemps de Prague suffirait à elle seule à justifier l'intervention soviétique...

De Costa-Gavras à Ciampi, l'éventail (provisoire) de la récupération est éloquent. Si le caricatural « A quelques jours près » est inoffensif parce que inexistant, si « Point noir » est affaibli à force de bons sentiments et de maladresses, il demeure que la politisation telle qu'elle est exploitée avec efficacité par « Z », à des fins commerciales, est la plus belle expression de la duplicité répressive du système. □

(*) Ceci s'applique évidemment au cinéma. En ce qui concerne d'autres domaines (théâtre, peinture), la situation est plus complexe et mériterait d'être nuancée. Même « ONE PLUS ONE » (distribué commercialement), film politique d'une lucidité éclatante, n'est pas un film révolutionnaire.



A.F.P.

Cati, un film comme les autres

Jean-Paul Fargier

Après la vague des films tchèques (vague qui continue puisqu'on peut voir actuellement le médiocre et décadent « Été Capricieux » de Jiri Menzel) voici celle des films hongrois. Récemment on a pu voir en exclusivité « Père » d'Istvan SZABO et on peut voir en ce moment « Cati » de Marta MEZZAROS (qui est la femme de Jancso, l'auteur de « Silence et Cri »). Ces deux films donnent une idée assez précise du jeune cinéma hongrois, idée qui ne dément pas l'image qu'on a pu se faire de lui à la vision d'une trentaine de films hongrois projetés en mars par le CNP-Studio 43.

Il apparaît d'abord que le cinéma hongrois se tient à un très haut niveau de « qualité » faite de sérieux et d'humour à la fois, d'une certaine habileté à traiter les sujets les moins spectaculaires que sont la politique et la vie quotidienne. Au bout d'un certain nombre de films on ne peut pas ne pas remarquer un certain « clean » hongrois, une touche nette et froide, lente et lumineuse.

Ce qui frappe ensuite c'est la prédilection pour les histoires inscrites dans l'Histoire. Sans cesse il est fait allusion à la collectivisation, à la bureaucratie et à ses méfaits, à l'époque stalinienne, à ses procès et à ses camps d'internements pour communistes déviationnistes, à la Résistance et à 56.

Mais une troisième remarque doit être aussitôt ajoutée : ces sujets ne sont jamais traités directement, dans des formes politiques dépouillées de tout vernis spectaculaire ; au contraire ils ne sont abordés qu'à travers une dramatisation très caractéristique qui procède par des réductions psychologiques. Les personnages for-

tement individualisés dont on nous conte les désarrois et les certitudes, les luttes et les victoires, les mesquineries et l'héroïsme finissent par cacher les véritables dimensions des situations qu'ils vivent. Les événements en effet sont dramatisés par une fiction de type « psychologiste » : à force de particulariser on tombe dans le fait divers et on ne voit plus les tenants et les aboutissants spécifiquement politiques des situations en question. La multiplication des effets au détriment des causes conduit le plus souvent au pire mélo. Au mieux une telle procédure peut donner de grandes tragédies (« Vingt heures » de Zoltan Fabri) c'est-à-dire une grandiose substitution de la fatalité aux rapports de classes.

« Cati » est exemplaire de ces quelques qualités et de ces nombreux défauts. C'est l'histoire mélodramatique d'une fille qui recherche sa mère et qui n'arrive pas à se faire reconnaître d'elle. Alors elle se donne au premier venu. Cette psychologie « très féminine » ne dépasse guère le niveau de la presse du cœur.

S'il est permis d'avancer une explication à de telles déboites c'est dans l'influence désastreuse de la Nouvelle Vague française qu'il faut la trouver. C'est dans la notion d'artiste individualiste accepté sans discernement idéologique qu'il faut imputer cette prédilection pour l'insignifiance stylisée, pour le détail pittoresque et autre prétexte à « écriture ». La Hongrie, comme tous les pays de l'Est, attend encore son Eisenstein. Et elle n'est pas près de le trouver si elle continue à lorgner vers les productions capitalistes bourgeoises de l'Occident. □

MAI 68 - MAI 69

Continuons le combat
le 29 mai, à 20 h. 30
au Palais des Sports

(Porte de Versailles)

avec

Luc BARRET

Manuel BRIDIER

Gisèle HALIMI

Marc HEURGON

Bernard LAMBERT

et

Michel Rocard

Candidat du socialisme